

JOURNAL OFFICIEL

DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

PARAISANT LES MARDI, MERCREDI ET VENDREDI

Matahiti 173 N° 108	TE VE'A A TE HAU NŌ PŌRĪNETIA FARĀNI	Mahana 25 nō Tetepa 2024
------------------------	--------------------------------------	-----------------------------

IMPRIMERIE OFFICIELLE — 43, rue des Poilus-Tahitiens - BP 117 - 98713 PAPEETE — Tél. : 40 50 05 80

SOMMAIRE

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

	Pages
Arrêté n° HC/SGAP 269 du 6 septembre 2024 donnant délégation à effet de saisir et valider les actes de gestions dans l'application ministérielle Chorus formulaire aux agents du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française	17656
Arrêté n° HC/SGAP 270 du 6 septembre 2024 donnant délégation pour utiliser une carte d'achat nominative aux agents du Secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) en Polynésie française	17658
Arrêté n° HC 507 CAB/DPC/lt du 11 septembre 2024 portant prorogation de l'agrément de la Fédération polynésienne de protection civile (FPPC) pour les formations aux premiers secours	17660
Arrêté n° HC 871 DMME/BRHT/tto du 19 septembre 2024 portant délégation de signature et de la qualité d'ordonnateur secondaire délégué à Mme Virginie TANQUEREL, cheffe d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française	17661

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES

Arrêté n° 1652 CM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution de quotas de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Moorea pour les bimestres juillet/août 2023, septembre/octobre 2023 et novembre/décembre 2023 pour l'année scolaire 2023/2024	17663
Arrêté n° 1653 CM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution de quotas de gazole détaxé en faveur de l'EURL Temana Tours au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Huahine, pour les bimestres juillet/août 2023, septembre/octobre 2023 et novembre/décembre 2023 pour l'année scolaire 2023/2024	17665
Arrêté n° 1654 CM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution de quotas de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kaipeka au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Nuku-Hiva, pour les bimestres septembre-octobre 2023, novembre-décembre 2023	17667
Arrêté n° 1659 CM du 19 septembre 2024 portant approbation de la mise en œuvre des expérimentations « Cycle 3 à l'école » et « École du socle » au sein des écoles primaires et des établissements scolaires du second degré de l'enseignement public dans les archipels éloignés de la Polynésie française	17670
Arrêté n° 1662 CM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF) pour des acquisitions d'équipements et matériels biomédicaux et médicaux lourds - CDT 2024	17673

Arrêté n° 1667 CM du 19 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 2319 CM du 12 décembre 2023 portant prorogation, à titre exceptionnel, des délégations de service public accordées aux fédérations sportives	17675
Arrêté n° 1669 CM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer l'achat de matériel destinés aux levées des réserves et aux mises aux normes électriques	17676
Arrêté n° 1672 CM du 19 septembre 2024 autorisant l'acquisition, par voie de préemption, de la parcelle cadastrée section VB n° 25 d'une superficie de 4 357 m ² et les constructions vétustes y édifiées, sises commune de Taha'a, commune associée de Vaitō'are, appartenant à Mme Odile, Denise SUZANNE	17678
Arrêté n° 1673 CM du 19 septembre 2024 autorisant la location des locaux à usage de bureaux, sis au 3e étage de l'immeuble Putiaoro édifié sur la parcelle cadastrée commune de Papeete section CR n° 11, et de douze places de parking aménagées pour partie sur les parcelles CR n° 11 et n° 12, au profit du Centre national des arts et métiers en Polynésie française	17679
Arrêté n° 1678 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises, pour la rénovation de la station solaire	17681
Arrêté n° 1679 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Va'a Ta'ie Tautoru pour l'achat de voiles	17683
Arrêté n° 1680 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association sportive et culturelle District Vaka de Ua Pou pour l'acquisition d'un bateau alu avec moteur	17685
Arrêté n° 1681 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la fédération Tahitienne de Basket-Ball pour l'acquisition de deux postes informatiques fixes	17687
Arrêté n° 1683 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la fédération Tahitienne de Cyclisme pour l'acquisition d'un scooter	17689
Arrêté n° 1684 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Matahere Va'a pour l'acquisition d'une pirogue Matahina	17691
Arrêté n° 1685 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Papeete Rugby Club pour l'acquisition de matériel informatique	17693

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES

Ministère des grands travaux, de l'équipement

Arrêté n° 8842 MGT du 19 septembre 2024 portant autorisation de réduction de la servitude de curage du domaine public fluvial, au droit de la parcelle cadastrée section R n° 128, sise commune de Punaauia, au profit de la SCI Kila	17695
Arrêté n° 8858 MGT/DTT du 19 septembre 2024 portant remise en exploitation de la licence de transport touristique n° 01B 73M délivrée à Mme Gisèle IENFA épouse PAHI	17697

Ministère de l'économie, du budget et des finances

Arrêté n° 8754 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 12138 VP/DAE du 21 novembre 2017	17698
Arrêté n° 8755 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8638 VP/DAE du 11 septembre 2014	17699
Arrêté n° 8756 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 4610 MEF/DGAE du 9 mai 2022	17700
Arrêté n° 8757 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 modifiant l'arrêté de rejet n° 3824 MEF/DGAE du 17 avril 2023	17701
Arrêté n° 8758 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7501 VP/DGAE du 21 août 2018	17702
Arrêté n° 8759 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 7407 MEF/DGAE du 8 juillet 2021	17703
Arrêté n° 8760 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 5969 MEF/DGAE du 2 juin 2021	17704
Arrêté n° 8761 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 modifiant la décision de rejet n° 5654 VP/DGAE du 19 juin 2020	17705

Arrêté n° 8762 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8518 VP/DGAE du 28 août 2020	17706
Arrêté n° 8763 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7185 VP/DAE du 7 août 2017	17707
Arrêté n° 8764 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 3910 MEI/DAE du 10 mai 2016	17708
Arrêté n° 8765 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 2559 MEI/DAE du 1er avril 2016	17709
Arrêté n° 8766 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 351 PR du 24 juin 2014	17710
Arrêté n° 8767 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 modifiant la décision de rejet n° 365 PR du 24 juin 2014	17711
Arrêté n° 8768 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8172 MEI/DAE du 11 septembre 2015	17712
Arrêté n° 8769 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8855 MEI/DAE du 13 octobre 2016	17713

Ministère de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement

Arrêté n° 8750 MPR/DRM du 17 septembre 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Juliette, Tagipuariki TUAUNU épouse LEE, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 166)	17714
Arrêté n° 8752 MPR/DRM du 17 septembre 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation pericole au profit de Mme Angèle, Teahoroa, Tatiana NATUA, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 169)	17716
Arrêté n° 8854 MPR/DRM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Norman, Tauaea PARKER à l'usage de son exploitation pericole, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 377)	17718
Arrêté n° 8855 MPR/DRM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Wilfrid, Tapurai FAURA à l'usage de son exploitation pericole, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 206)	17720

ACTES MUNICIPAUX

Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2024-120 du 18 septembre 2024 déclarant infructueux l'examen professionnel pour l'accès au grade de « sergent » de la spécialité « sécurité civile » du cadre d'emplois « application » de la fonction publique communale	17722
---	-------

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION

ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE

Avis officiels

Direction de la construction et de l'aménagement - Demande de création d'un lotissement agricole de 23 lots d'une superficie globale de près de 123 hectares : « lotissement agricole de Puunui » sur les parcelles cadastrées section BR n° 1, section BS n° 1 et section BT n° 1, sises à Vairao et sur les parcelles cadastrées section HV n° 10, n° 14 et n° 15, section HW n° 6, n° 7, n° 8 et n° 9, section LB n° 1 et section LC n° 1, sises à Toahotu, commune de Taiarapu-Ouest	17724
Direction régionale des douanes - Cours des changes (période du 20 septembre 2024 au 3 octobre 2024 inclus)	17725

Conventions Polynésie / Organismes nationaux

Convention n° 5806 PR/DGEN du 12 septembre 2024 relative à la gestion des demandes d'autorisation d'établissement et d'exploitation des réseaux radioélectriques en Polynésie française	17726
Convention n° 5807 PR/DGEN du 12 septembre 2024 relative à la mesure de niveau de champs électromagnétiques en Polynésie française	17730

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

ACTES REGLEMENTAIRES DU HAUT-COMMISSAIRE

Arrêté n° HC/SGAP 269 du 6 septembre 2024 donnant délégation à effet de saisir et valider les actes de gestions dans l'application ministérielle Chorus formulaire aux agents du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française

NOR : ETA24300666AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 148 SGAP du 25 janvier 2013 portant changement de dénomination du service administratif et technique de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° HC 353 SGAP du 9 mai 2018 portant organisation et missions du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 353 SGAP/BRHP du 10 février 2021 portant affectation de Mme Mylène CHOUGUES épouse LO SIOU, adjointe administrative principale de 2e classe du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française, au secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 3972 SGAP/BRHP du 27 mai 2021 portant nomination de Mme Hanaiti DESTANG en qualité d'adjointe administrative stagiaire du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française et affectation au secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC SGAP/BRHP 328 du 6 septembre 2023 portant affectation de M. Alexis MATAUA, secrétaire administrative de classe normale de l'intérieur et de l'outre-mer, au secrétariat général pour l'administration de la police nationale en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 67 DMME/BRHT/cb du 24 janvier 2024 portant changement d'affectation de M. Jean CHEUNG, secrétaire administratif de classe supérieure du Corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française (CEAPF),

Arrête :

Article 1er. — Délégation est donnée aux agents dont les noms figurent dans le tableau ci-après, pour accomplir les actes de gestion qui peuvent être dématérialisés dans l'application ministérielle Chorus formulaire et relatifs aux dépenses et recettes sur les programmes budgétaires 152, 176, 216 et 303 :

Actes de gestion	Agents
<ul style="list-style-type: none"> - saisie des demandes d'achats, de subvention, des engagements juridiques hors marchés ; - constatation et/ou certification du service fait à la date de livraison ou réalisation de la prestation ; - conservation et archivage des devis et des pièces justificatives liées à la constatation et/ou certification du service fait ; - saisie des demandes d'émission des titres de perception (Recettes non fiscales – RNF). 	Mylène LO SIOU Hanaiti DESTANG
<ul style="list-style-type: none"> - validation des demandes d'achats, de subvention, engagements juridiques hors marchés ; - validation des demandes d'émission des titres de perception (RNF). 	Jean CHEUNG Alexis MATAUA

Art. 2. — L'arrêté n° HC 1612 DMME/BRHT/tto du 5 décembre 2023 est abrogé.

Art. 3. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice de cabinet, la cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française et le directeur des moyens et de la modernisation de l'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Éric SPITZ

Arrêté n° HC/SGAP 270 du 6 septembre 2024 donnant délégation pour utiliser une carte d'achat nominative aux agents du Secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) en Polynésie française*NOR : ETA24300665AR*

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, officier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC 148 SGAP du 25 janvier 2013 portant changement de dénomination du service administratif et technique de la police nationale ;

Vu l'arrêté n° HC 353 SGAP du 9 mai 2018 portant organisation et missions du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 4521 SGAP du 15 décembre 2020 portant affectation de M. Damien TROQUENET, contrôleur de classe supérieure des services techniques du ministère de l'intérieur, au secrétariat général pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 4522 SGAP du 15 décembre 2020 portant affectation de Mme Hitiura ELLACOTT, secrétaire administrative de Classe normale du corps de l'État pour l'administration de la Polynésie française (CEAPF), au secrétariat général pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 4524 SGAP du 15 décembre 2020 portant affectation de M. Steve TINIAU, adjoint technique de l'intérieur et de l'outre-mer, au secrétariat général pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 4525 SGAP du 15 décembre 2020 portant affectation de Mme Martine IHOPU, adjoint technique principal de 2e classe de l'intérieur et de l'outre-mer, au secrétariat général pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° HC SGAP/BRHP 97 du 1er août 2022 prononçant le renouvellement de l'affectation opérationnelle auprès du Commandement de la gendarmerie pour la Polynésie française (COMGEND), bureau des soutiens et des finances, Centre de soutien automobile de gendarmerie (CSAG) à Faa'a, de M. Maheanuu TEAHA, adjoint technique principal de 2e classe de l'IOM, en fonction au secrétariat général pour l'administration de la Polynésie française ;

Vu la décision n° HC 67 DMME/BRHT/cb 24 janvier 2024 portant changement d'affectation de M. Jean CHEUNG, secrétaire administratif de classe supérieure du corps d'État pour l'administration de la Polynésie française, au secrétariat général pour l'administration de la Polynésie française ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée aux agents listés dans le tableau ci-après, aux fins d'utiliser dans le cadre de leurs attributions et de leurs compétences, une carte d'achat nominative selon les montants de dépenses fixés ainsi qu'il suit :

Porteur de carte achat de niveau 1	Affectation	Montant TTC maximum autorisé par transaction Niveau 1 (dépenses non couvertes par un marché public formalisé)	Plafond maximal de dépenses au cours d'une année civile
Jean CHEUNG	SGAP Bureau du budget, des achats, de la logistique et de l'immobilier	3 000,00 €	30 000,00€
Damien TROQUENET		500,00 €	10 000,00 €
Hitiura ELLACOTT		500,00 €	10 000,00 €
Martine IHOPU		500,00 €	5 000,00 €
Steve TINIAU		500,00 €	10 000,00 €
Maheanuu TEAHA	COMGEND Polynésie Centre de soutien automobile de la gendarmerie de Faa'a	3 000,00 €	20 000,00 €

Art. 2. — L'arrêté n° HC 1218 DMME/BRHT/tto du 3 novembre 2023 donnant délégation pour utiliser une carte d'achat nominative aux agents du Secrétariat général pour l'administration de la police (SGAP) en Polynésie française est abrogé.

Art. 3. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la directrice de cabinet, la cheffe du secrétariat général pour l'administration de la police en Polynésie française et le directeur des moyens et de la modernisation de l'État sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Éric SPITZ

Arrêté n° HC 507 CAB/DPC/lt du 11 septembre 2024 portant prorogation de l'agrément de la Fédération polynésienne de protection civile (FPPC) pour les formations aux premiers secours

NOR : ETA24300668AR

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2023-101 du 15 février 2023 relatif aux contrôles assurés par le préfet de département en matière de sécurité civile et de formation aux premiers secours en application de l'article L. 751-3 du code de la sécurité intérieure ;

Vu le décret n° 2024-242 du 20 mars 2024 relatif aux formations aux premiers secours ;

Considérant qu'en application de l'article 3 du décret n° 2024-242 du 20 mars 2024 susvisé, la Fédération polynésienne de protection civile (FPPC), agréée pour les formations aux premiers secours nécessite la prorogation de son agrément compte tenu des mesures d'habilitation désormais administrées par le ministre chargé de la sécurité civile ;

Sur proposition de la directrice de cabinet du haut-commissaire,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 3 du décret n° 2024-242 du 20 mars 2024 susvisé, l'agrément de la Fédération polynésienne de protection civile (FPPC), est prorogé jusqu'au 31 mars 2026, pour assurer les formations préparatoires, initiales et continues permettant l'obtention des unités d'enseignement suivantes :

- Sensibilisation aux gestes qui sauvent ;
- Formation prévention et secours civiques de niveau 1 ;
- Formation premiers secours en équipe de niveau 1 (PSE 1) ;
- Formation premiers secours en équipe de niveau 2 (PSE 2) ;
- Brevet national de sécurité et de sauvetage aquatique ;
- Pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en prévention et secours civique (PAE FPSC), associée ou non à celle de la Pédagogie initiale et commune de formateur (PIC F) ;
- Pédagogie appliquée à l'emploi de formateur en premiers secours (PAE FPS), associée ou non à celle de la Pédagogie initiale et commune de formateur (PIC F) ;

Toutes formations continues et recyclage des formations susvisées.

Art. 2. — Un contrôle programmé ou inopiné peut être prévu, en application du décret 2023-101 du 15 février 2023 susvisé, afin de vérifier que la fédération Polynésienne de Protection Civile se conforme à ses obligations dans l'exercice de ses missions et qu'elle continue à remplir les conditions qui ont permis son agrément.

Art. 3. — La directrice de cabinet du haut-commissaire et la directrice de la protection civile sont chargées, chacune en ce qui la concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Pour le haut-commissaire et par délégation : la directrice de cabinet,
Emilia HAVEZ

Arrêté n° HC 871 DMME/BRHT/tto du 19 septembre 2024 portant délégation de signature et de la qualité d'ordonnateur secondaire délégué à Mme Virginie TANQUEREL, cheffe d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française

Le haut-commissaire de la République en Polynésie française, officier de la Légion d'honneur, chevalier de l'ordre national du Mérite,

Vu la loi organique n° 94-499 du 21 juin 1994 relative au transfert à l'État des compétences du territoire de la Polynésie française en matière pénitentiaire ;

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 95-300 du 17 mars 1995 modifiant le code de procédure pénale (troisième partie : décrets) applicable dans les territoires d'outre-mer et relatif aux procédures d'exécution en Polynésie française ;

Vu le décret n° 2005-1611 du 20 décembre 2005 pris pour l'application du statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu le décret n° 2007-422 du 23 mars 2007 modifié relatif aux pouvoirs du haut-commissaire de la République, à l'organisation et à l'action des services de l'État en Polynésie française ;

Vu le décret du 31 août 2022 portant nomination de M. Éric SPITZ, préfet des Pyrénées-Atlantiques, en qualité de haut-commissaire de la République en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5273540-87704 du 9 août 2023 portant mutation de Mme Virginie TANQUEREL, directrice des services pénitentiaires hors classe, au centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française en qualité de cheffe d'établissement, à compter du 1er septembre 2023 ;

Vu l'arrêté du 29 septembre 2023 portant mutation de Mme Emilie RONDELET, attachée d'administration de l'État, au centre de détention Tatutu de Papeari en qualité de responsable des services administratifs et financiers, à compter du 1er octobre 2023 ;

Vu la convention n° 87-94 du 30 décembre 1994 entre l'État et le territoire de la Polynésie française relative au transfert des compétences en matière pénitentiaire ;

Vu l'arrêté du 15 juillet 2024 portant mutation de Mme Clémence LEFORT, directrice des services pénitentiaires, au centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française en qualité de directrice adjointe, à compter du 1er septembre 2024 ;

Sur proposition du secrétaire général,

Arrête :

Article 1er. — Délégation de signature est donnée à Mme Virginie TANQUEREL, cheffe d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari, à l'effet de signer les actes suivants :

A) L'engagement des dépenses de fonctionnement et des dépenses relevant du titre 5 immobilisation du centre de détention Tatutu de Papeari, dans la limite des crédits inscrits au budget de l'État ;

B) La liquidation des dépenses de fonctionnement du centre de détention Tatutu de Papeari.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Virginie TANQUEREL, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Clémence LEFORT, directrice adjointe du centre de détention Tatutu de Papeari et Mme Emilie RONDELET, responsable des services administratifs et financiers au centre de détention Tatutu de Papeari.

Art. 2. — Délégation de signature est donnée à Mme Virginie TANQUEREL, cheffe d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari, à l'effet de procéder en matière d'ordonnancement secondaire délégué à l'engagement juridique et à la liquidation des crédits délégués sur le budget du ministère de la justice, pour l'exécution des recettes et des dépenses inscrites :

- au programme 107 « administration pénitentiaire » du budget du ministère de la justice, relatives à l'activité de ses services ;
- au programme 912 « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » du budget du ministère de la justice, relatives au compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire » et de leurs délégués.

En cas d'absence ou d'empêchement de Mme Virginie TANQUEREL, la délégation qui lui est consentie sera exercée dans les mêmes conditions par Mme Clémence LEFORT, directrice adjointe du centre de détention Tatutu de Papeari et Mme Emilie RONDELET, responsable des services administratifs et financiers au centre de détention Tatutu de Papeari.

Art. 3. — Délégation est donnée aux agents du service éconamat du centre de détention Tatutu de Papeari, à l'effet de procéder en matière de saisie des Demandes d'achats (DA) et de constatation du Service fait (SF) par l'outil Chorus formulaire, pour l'exécution des recettes et des dépenses inscrites au programme 107 « administration pénitentiaire » du ministère de la justice et au programme 912 relatif au compte de commerce « cantine et travail des détenus dans le cadre pénitentiaire ».

La délégation est consentie à :

- Mme Vahinemoea TEHURITAUUA, responsable du service économat ;
- M. Daniel TEMAROHOA, agent administratif du service économat ;
- Mme Havaiki VAIRAAROA, agent administratif du service économat.

Délégation est donnée à la responsable du service économat du centre de détention Tatutu de Papeari, à l'effet de procéder en matière de validation des Demandes d'achats (DA).

La délégation est consentie à :

- Mme Vahinemoea TEHURITAUUA, responsable du service économat ;
- Mme Havaiki VAIRAAROA, agent administratif faisant fonction de responsable du service économat.

Art. 4. — L'arrêté n° HC 230 DMME/BRHT/tto du 3 avril 2024 portant délégation de signature et de la qualité d'ordonnateur secondaire délégué à Mme Virginie TANQUEREL, cheffe d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari en Polynésie française est abrogé.

Art. 5. — Le secrétaire général du haut-commissariat, la cheffe d'établissement du centre de détention Tatutu de Papeari, le directeur des moyens et de la modernisation de l'État et la directrice de la réglementation et des affaires juridiques sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Éric SPITZ

ACTES DES INSTITUTIONS DE LA POLYNESIE FRANÇAISE**ARRETES DU CONSEIL DES MINISTRES**

Arrêté n° 1652 CM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution de quotas de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Moorea pour les bimestres juillet/août 2023, septembre/octobre 2023 et novembre/décembre 2023 pour l'année scolaire 2023/2024

NOR : DTT24200414AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation des produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation des prix des hydrocarbures » ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée, relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 104 CM du 1er février 2021 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions du 2° du I de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 261 CM du 23 février 2023, n° 522 CM du 29 mars 2023, n° 751 CM du 26 avril 2023 et n° 831 CM du 10 mai 2023 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane, les montants de stabilisation et les prix de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu le marché administratif de prestation de service n° 9359 du 29 novembre 2022, pour le transport scolaire par voie terrestre des élèves et étudiants résidents sur l'île de Moorea, conclu entre la Polynésie française et la SAS Réseau de transport urbain (RTU) ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) du 14 décembre 2023 réceptionnée le 15 décembre 2023 par la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 2288/MEE/DGEE/DV3E/BTSSA du 31 janvier 2024 réceptionné le 1er février 2024 par la direction des transports terrestres ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution de quotas de gazole détaxé en faveur de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Moorea, pour les bimestres juillet/août 2023, septembre/octobre 2023 et novembre/décembre 2023 pour l'année scolaire 2023/2024. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus désigné pour la période considérée, de 69 820 l (soixante-neuf-mille-huit-cent-vingt-litres) et représente un montant total de détaxe de 3 141 900 F CFP (trois-millions-cent-quarante-et-un-mille-neuf-cents francs CFP).

Soit : pour la période de juillet 2023 à décembre 2023 pour l'année scolaire 2023/2024.

Bimestres	Nombre de km parcourus	Quota en litres (arrondi)	Montant total de la détaxe (en F CFP)
Juillet/août 2023	30 120	12 349	555 705
Septembre/octobre 2023	84 100	34 481	1 551 645
Novembre/décembre 2023	56 080	22 990	1 034 550
TOTAL	170 300	69 820	3 141 900

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + etc$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de deux (2) mois.
KmV1	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de deux (2) mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + etc.$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de deux (2) mois.
$QV1 = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de deux (2) mois. <i>Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.</i>
$n = 41/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluée à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + etc.$	Montant bimestriel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimestriel de la détaxe par véhicule.
$x = 50/45 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de deux (2) mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi à l'encontre de la SAS Réseau de transport urbain (RTU) pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SAS Réseaux de transport urbain (RTU) et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1653 CM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution de quotas de gazole détaxé en faveur de l'EURL Temana Tours au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Huahine, pour les bimestres juillet/août 2023, septembre/octobre 2023 et novembre/décembre 2023 pour l'année scolaire 2023/2024

NOR : DTT24200284AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation des produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation des prix des hydrocarbures » ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 104 CM du 1er février 2021 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions du 2° du I de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'un gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 935 CM du 28 juin 2023, n° 1265 CM du 26 juillet 2023, n° 1475 CM du 30 août 2023, n° 1712 CM du 27 septembre 2023, n° 1922 CM du 26 octobre 2023 et n° 2149 CM du 29 novembre 2023 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane, les montants de stabilisation et les prix de certains hydrocarbures en Polynésie française ;

Vu la convention n° 729 MEE du 11 février 2014 relative au transport scolaire par voie terrestre des élèves domiciliés à Fare, Fitii, Maroe et Haapu et scolarisés dans les écoles maternelles et primaires de Fare et Fitii, au collège et CJA de Huahine ;

Vu la demande d'aide à l'approvisionnement en gazole détaxé de l'EURL Temana Tours du 2 octobre 2023, réceptionnée à la même date par la direction générale de l'éducation et des enseignements ;

Vu le plan de transport scolaire notifié au bénéficiaire par lettre n° 45541/MEE/DGEE/DV3E/BTS-PBA du 6 octobre 2023 réceptionné le 9 octobre 2023 par la direction des transports terrestres ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution de quotas de gazole détaxé en faveur de l'EURL Temana Tours au titre du transport public routier scolaire de personnes sur l'île de Huahine, pour les bimestres juillet/août 2023, septembre/octobre 2023 et novembre/décembre 2023 pour l'année scolaire 2023/2024. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribuée au bénéficiaire sus désigné pour la période considérée, de 11 450 l (onze-mille-quatre-cent-cinquante litres) et représente un montant total de détaxe de 515 250 F CFP (cinq-cent-quinze-mille-deux-cent-cinquante francs CFP).

Soit : pour la période de juillet 2023 à décembre 2023 pour l'année scolaire 2023/2024.

Bimestres	Nombre de km parcourus	Quota en litres (arrondi)	Montant total de la détaxe (en F CFP)
Juillet/août 2022	12 286	1 845	83 025
Septembre/octobre 2022	37 696	5 656	254 520
Novembre/décembre 2022	26 317	3 949	177 705
Total	76 299	11 450	515 250

Avec :

$Km = KmV1 + KmV2 + \text{etc.}$	Nombre de kilomètres parcourus sur l'ensemble du réseau exploité par l'ensemble des véhicules sur la période de deux (2) mois.
$KmV1$	Nombre de kilomètres parcourus par un véhicule sur la période de deux (2) mois. L'évaluation du kilométrage prend en compte tous les trajets prévus par le plan de transport, le nombre de jours de ramassage fixés par les calendriers scolaires (primaire et secondaire) et le nombre de jours où le véhicule est en état de circuler.
$Q = QV1 + QV2 + \text{etc.}$	Quota global en litres de gazole détaxé sur la période de deux (2) mois.
$QVI = KmV1 \times n$	Quota en litres de gazole détaxé par véhicule sur la période de deux (2) mois. <i>Le quota est arrondi au nombre entier le plus proche.</i>
$n = 15/100$	Consommation en litres de gazole par tranche de 100 km évaluée à partir d'enquêtes embarquées.
$MD = MDV1 + MDV2 + \text{etc.}$	Montant bimestriel de la détaxe.
$MDV1 = QV1 \times x$	Montant bimestriel de la détaxe par véhicule.
$x = 50/45 \text{ F CFP}$	Montant de la détaxe par litre consommé sur la période de deux (2) mois.

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi à l'encontre de l'EURL Temana Tours pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre des grands travaux de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'EURL Temana Tours et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1654 CM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution de quotas de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kaipeka au titre du transport public routier régulier de personnes sur l'île de Nuku-Hiva, pour les bimestres septembre-octobre 2023, novembre-décembre 2023

NOR : DTT24200246AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 modifiée portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial 'Fonds de régulation des prix des hydrocarbures' ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transport routiers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 104 CM du 1er février 2021 portant définition de la liste des bénéficiaires des dispositions du 2° du I de l'article LP. 5 de la loi du pays n° 2012-31 du 10 décembre 2012 portant refonte de la fiscalité applicable à l'importation de produits énergétiques ;

Vu l'arrêté n° 729 CM du 22 juillet 1997 modifié portant mise en place de la procédure de distribution directe d'une gazole détaxé en faveur des transporteurs routiers de personnes réguliers et/ou scolaires constitués en personne morale (groupements professionnels ou sociétés de transport) conventionnée et/ou inscrite au plan des services de transport public de personnes ;

Vu les arrêtés n° 1475 CM du 30 août 2023, n° 1712 CM du 27 septembre 2023, n° 1922 CM du 26 octobre 2023 et n° 2149 CM du 29 novembre 2023 fixant la valeur CAF barème représentative de la valeur en douane, les montants de stabilisation et les prix de certains produits hydrocarbures en Polynésie française pour les mois de septembre et octobre 2023 ;

Vu l'arrêté n° 1479 PR du 12 juin 2006 modifié portant inscription de la SARL Kuee Kai Peka au plan des services de transports publics de personnes de l'île de Nuku Hiva, archipel des Marquises ;

Le conseil des ministres ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution de quotas de gazole détaxé en faveur de la SARL Kuee Kaipeka pour le transport public routier régulier de personnes sur l'île de Nuku-Hiva, au titre des bimestres septembre-octobre 2023 et novembre-décembre 2023. Cette aide, consentie sous forme d'exonération douanière au moment du dédouanement du gazole, porte sur une quantité maximum de gazole détaxé attribué au bénéficiaire sus désigné pour la période considérée, de 2 432 l (deux-mille-quatre-cent-trente-deux litres) et représente un montant total de détaxe de 109 440 F CFP (cent neuf-mille-quatre-cent-quarante francs CFP).

Soit 9 semaines d'exploitation pour le bimestre septembre-octobre 2023.

	Trajet total parcouru en km/semaine	Nbre de semaines décomptées sur la période considérée	Trajet total parcouru en km sur la période considérée	Consommation par tranche de km	Quota en litres		Montant détaxe/litre	Montant de la détaxe
	(a)	(b)	(c = a × b)	(d)	(e = c × d)	arrondi à	(f)	(g = e × f)
sept. 23	530	4	2 120	0,27	572,40	572	45	25 740
oct. 23	530	5	2 650		715,50	716	45	32 220
TOTAL			4 770			1 288		57 960

Soit 8 semaines d'exploitation pour le bimestre novembre-décembre 2023.

	Trajet total parcouru en km/semaine	Nombre de semaines décomptées sur la période considérée	Trajet total parcouru en km sur la période considérée	Consommation par tranche de km	Quota en litres		Montant détaxe/litre	Montant de la détaxe
	(a)	(b)	(c = a × b)	(d)	(e = c × d)	arrondi à	(f)	(g = e × f)
nov. 23	530	4	2 120	0,27	572,40	572	45	25 740
déc. 23	530	4	2 120		572,40	572	45	25 740
TOTAL			4 240			1 144		51 480

Avec :

a	Trajet total parcouru en km par semaine.
b	Nombre de semaines décomptées sur la période considérée.
c = a × b	Trajet total parcouru en km sur la période considérée.
d	Consommation moyenne d'un véhicule par mitre aux 100 kms.
e = c × d	Total de litres consommés et à détaxer.
f	Montant de la détaxe par litre.
g = e × f	Montant de la détaxe en F CFP.

Récapitulatif pour la période de septembre 2023 à décembre 2023

Bimestres	Nombre de km parcourus	Quota en litres (arrondi)	Montant détaxe/litre	Montant total de la détaxe (en F CFP)
Septembre-octobre 2023	4 770	1 288	45	57 960
Novembre-décembre 2023	4 240	1 144	45	51 480
TOTAL	9 010	2 432		109 440

Art. 2. — Des bons numérotés, libellés pour la quantité de litres de gazole détaxé et pour la valeur fixée à l'article 1er ci-dessus, seront émis par la direction des transports terrestres en faveur du bénéficiaire.

Art. 3. — Le bénéficiaire s'engage à produire à chaque modification de son plan de transport, les pièces justificatives y afférentes auprès de la direction des transports terrestres.

Art. 4. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide attribuée aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi à l'encontre de la SARL Kuee Kaipeka pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 5. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SARL Kuee Kaipeka et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Moetai BROTHERTON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 1659 CM du 19 septembre 2024 portant approbation de la mise en œuvre des expérimentations « Cycle 3 à l'école » et « École du socle » au sein des écoles primaires et des établissements scolaires du second degré de l'enseignement public dans les archipels éloignés de la Polynésie française

NOR : DEE24000135AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1843 CM du 13 octobre 2023 portant organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE) ;

Vu la loi du pays n° 2017-15 du 13 juillet 2017 modifiée relative à la charte de l'éducation de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 795 CM du 24 juillet 1996 modifié portant organisation et fonctionnement des écoles publiques de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

TITRE I - DÉFINITION DES DISPOSITIFS

Article 1er. — Dans le cadre de la mise en œuvre de la politique éducative du pays et notamment de la lutte contre le décrochage scolaire, les expérimentations « Cycle 3 à l'école » et « École du socle » sont mises en œuvre dans les archipels de la Polynésie française, au sein des écoles primaires et des établissements publics d'enseignement du second degré, en concertation avec les équipes enseignantes, les parents d'élèves et les communes concernées. Ces deux dispositifs visent la réussite des élèves en favorisant le continuum école-collège, la persévérance scolaire et la cohésion des équipes du premier et du second degré.

Art. 2. — L'expérimentation « Cycle 3 à l'école » tend à maintenir la cohésion familiale et à réduire la rupture socio-affective en maintenant les élèves de la classe de sixième dans leur école d'origine, dès lors que la localisation du collège d'accueil, situé sur une autre île, les contraint à quitter leur environnement familial.

Les parents disposent donc d'une année de plus pour se préparer au départ de leur enfant et acceptent plus facilement de le confier à l'institution en internat. En ce sens, cette expérimentation contribue à la persévérance des élèves et à la confiance des familles dans l'école.

Art. 3. — L'expérimentation « École du socle », est implantée dans les îles dotées d'un collège et d'une (ou plusieurs) école(s). Centrée sur l'amélioration de la continuité et la transition école-collège, l'expérience vise la fédération des équipes pédagogiques dans une dynamique de projet inter-degrés pour la réussite des élèves. Il s'agit également, pour les équipes du primaire et du secondaire, de construire un projet commun de « l'école du socle » qui s'inscrit dans le projet d'école et d'établissement, favorisant ainsi l'approche collaborative et le développement d'une culture et d'un langage communs.

TITRE II - MISE EN ŒUVRE DES DISPOSITIFS

Art. 4. — La mise en œuvre opérationnelle du dispositif expérimental « Cycle 3 à l'école » requiert le transfert des enseignements de sixième à l'école primaire en collaboration étroite avec les collèges de secteur. Ces mêmes enseignements peuvent constituer une classe à cours unique et avec des élèves de sixième uniquement ou une classe multi-cours avec des élèves relevant des différents niveaux du cycle 3.

Les enseignements de la classe de sixième sont assurés par un professeur des écoles référent, désigné comme professeur principal, qui bénéficie d'un allègement de service, tant en termes quantitatifs (horaire en présence d'élèves) que qualitatifs (en diminuant le nombre de disciplines de sixième à enseigner). À cet effet, les heures de décharges sont assurées par un professeur

complémentaire qui prend en main les élèves de la classe expérimentale, permettant ainsi au professeur principal de préparer les enseignements disciplinaires en lien avec les professeurs du collège. Dans le cadre d'échanges de service, des professeurs interviennent dans le cadre des enseignements disciplinaires au sein de la classe expérimentale.

Le chef d'établissement, les professeurs référents ainsi que les personnels d'éducation et de santé du collège de secteur accompagnent l'équipe pédagogique du primaire *in situ* sur les plans des enseignements disciplinaires et de la vie scolaire.

Dans le cadre de l'expérimentation « Cycle 3 à l'école », les élèves de sixième des écoles expérimentales sont amenés à effectuer au moins un déplacement entre l'école d'origine et le collège de secteur. Ces déplacements peuvent être pris en charge par la direction générale de l'éducation et des enseignements en fonction des crédits disponibles, des objectifs visés et définis dans un cahier des charges émanant de la direction générale de l'éducation et des enseignements. L'immersion des élèves de sixième au collège est organisée conformément au cadre appliqué pour les sorties scolaires avec nuitées et les actions ou organisations qui en découlent sont coordonnées par le département de l'action pédagogique et éducative de la direction générale de l'éducation et des enseignements.

Art. 5. — La mise en œuvre opérationnelle de l'expérimentation « École du socle » se traduit aussi par des actions communes et des organisations pédagogiques contextualisées, tout en privilégiant la concertation et la cohésion des équipes autour d'échanges et d'observations croisées centrées sur des pratiques professionnelles et réflexives. À cet effet, les professeurs de collège peuvent être amenés à intervenir au sein d'une (ou plusieurs) école(s) primaire(s) et les professeurs des écoles peuvent être amenés à intervenir au sein du collège. Dans ce cadre, des échanges de service et/ou des co-interventions peuvent être organisés en réponse aux besoins identifiés par les équipes dans le domaine des enseignements disciplinaires ou en matière d'accompagnement des élèves, notamment ceux du cycle 3.

Afin de faciliter les transitions école-collège, les élèves du primaire des écoles de proximité peuvent être accueillis au collège dans le cadre des enseignements disciplinaires qui requièrent des matériels et/ou des salles spécifiques, ceci permettant aux élèves de découvrir et de s'approprier progressivement l'environnement de l'établissement du second degré.

Art. 6. — Pour renforcer la continuité pédagogique entre le premier et le second degré, la mise en œuvre des deux expérimentations s'appuie tout particulièrement sur la mobilisation du conseil école-collège et des quatre acteurs principaux : l'Inspecteur de l'éducation nationale (IEN), l'Inspecteur académique-Inspecteur pédagogique régional (IA-IPR) référent, le chef d'établissement et le directeur d'école ou des écoles concernées.

Art. 7. — Le suivi et l'évaluation des expérimentations « Cycle 3 à l'école » et « École du socle » sont assurés par l'inspecteur de l'éducation nationale en charge du Département de l'action pédagogique et éducative (DAPE) de la Direction générale de l'éducation et des enseignements (DGEE). Un Inspecteur académique-Inspecteur pédagogique régional (IA-IPR) référent, missionné par le vice-rectorat de la Polynésie française, contribue également au suivi et à l'évaluation des dispositifs.

Art. 8. — Pour chaque circonscription concernée par les deux expérimentations, un binôme constitué d'un Inspecteur de l'éducation nationale (IEN) et d'un Inspecteur d'académie-Inspecteur pédagogique régional (IA-IPR) est en charge du pilotage local. Il œuvre en étroite collaboration avec les principaux de collège et les directeurs de l'école ou des écoles concernées et accompagnent les équipes pédagogiques des sites expérimentaux.

Art. 9. — Dans le cadre de la mise en œuvre des deux expérimentations, le Département de la formation continue et de l'innovation (DFCI) concourt à la formation et au développement professionnel continu des personnels des équipes du primaire et du secondaire concernées. En lien avec l'inspecteur de l'éducation nationale en charge du Département de l'action pédagogique et éducative (DAPE), l'Inspecteur académique-Inspecteur pédagogique régional (IA-IPR) référent, les binômes chargés du pilotage local et les équipes pédagogiques concernées, il met en place des actions de formation qu'il coordonne. Il identifie et valorise les pratiques innovantes qui émergent de ces expériences.

Art. 10. — La mise en œuvre opérationnelle, ainsi que les modalités de mise à disposition des locaux et matériels des deux expérimentations font l'objet de conventions triparties entre le ministère de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, le collège et la commune.

Art. 11. — Dans le cadre des deux expérimentations, des professeurs des écoles et des professeurs de collèges sont amenés à se déplacer dans une ou plusieurs école(s) expérimentale(s) ou dans le collège de secteur concerné. À cet effet, une lettre de mission sera rédigée selon les modalités ci-après :

- la lettre de mission des professeurs de collège concernés est établie par le chef d'établissement ;
- la lettre de mission des professeurs des écoles concernés est établie par l'inspecteur de l'éducation nationale et, le cas échéant, par le directeur général de l'éducation et des enseignements.

TITRE III - MISE EN PLACE DE COMITÉS DE PILOTAGE

Art. 12. — Un comité de pilotage stratégique est créé aux fins d'examiner toutes questions relatives à l'organisation des expérimentations et à leur déploiement. Il se réunit deux fois par an.

Il est également saisi pour avis sur tout autre sujet relatif aux expérimentations qui pourrait impacter les modalités d'organisation des écoles et des établissements d'enseignement public du second degré, notamment en termes de ressources humaines et financières.

Il est composé des membres suivants ou de leur représentant :

- le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture, président ;
- le vice-recteur de la Polynésie française, vice-président ;
- le directeur général de l'éducation et des enseignements ;
- le chef du département de la vie des élèves, des écoles et des établissements de la DGEE ;
- le chef du département de la formation continue et de l'innovation de la DGEE ;
- l'inspecteur de l'éducation nationale en charge du département de l'action pédagogique et éducative de la DGEE ;
- l'inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional référent missionné par le vice-recteur de la Polynésie française ;
- les inspecteurs de l'éducation nationale des circonscriptions pédagogiques concernées ;
- les inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux concernés ;
- les chefs d'établissement concernés.

Le comité de pilotage stratégique peut faire appel aux services de la DGEE ou du vice-rectorat, aux acteurs du terrain des sites concernés (parents d'élèves, directeurs d'école, chefs d'établissement, etc.) ou à tout intervenant extérieur dont les compétences sont établies et reconnues, et dont l'apport de l'expertise ou de l'expérience est indispensable pour le bon fonctionnement de ce dispositif. Le comité ne peut valablement délibérer que lorsque la majorité des membres est présente ou représentée. Si lors d'une première réunion, le quorum n'est pas atteint, les membres sont convoqués une nouvelle fois dans un délai de trois jours et la réunion se tient même en l'absence de quorum. chaque membre a une voix délibérative et, en cas d'égalité, la voix du président est prépondérante.

Art. 13. — Un comité de pilotage opérationnel est créé pour la mise en œuvre des expérimentations. Ce comité est composé des membres suivants ou de leur représentant :

- l'inspecteur de l'éducation nationale en charge du département de l'action pédagogique et éducative de la DGEE ;
- l'inspecteur d'académie-inspecteur pédagogique régional référent missionné par le vice-recteur de la Polynésie française ;
- le chef du département de la formation continue et de l'innovation de la DGEE ;
- les inspecteurs de l'éducation nationale des circonscriptions pédagogiques concernées ;
- les inspecteurs d'académie-inspecteurs pédagogiques régionaux concernés ;
- les chefs d'établissement concernés.

Ce comité est un groupe de travail chargé de définir les contenus et les modalités d'accompagnement et de formation des personnels enseignants impliqués dans les dispositifs. Il définit les modalités et conçoit les outils liés au suivi et à l'évaluation des expérimentations qu'il rend compte au comité de pilotage stratégique. Il se réunit, *a minima*, deux fois dans l'année scolaire. Il peut s'adjoindre, en cas de besoin, de toutes les expertises ou avis nécessaires présents au sein de la direction générale de l'éducation et des enseignements et du vice-rectorat.

TITRE IV - DISPOSITIONS FINALES

Art. 14. — Les expérimentations « Cycle 3 à l'école » et « École du socle » sont mises en œuvre pour une période de deux années à compter de la rentrée scolaire 2024.

Art. 15. — Une évaluation continue est effectuée dès la première année d'expérimentation selon les modalités définies par le comité de pilotage opérationnel. Un rapport de cette évaluation, intégrant notamment des évolutions et/ou ajustements possibles des dispositifs, sera communiqué pour examen et avis, au comité de pilotage stratégique dans le premier trimestre de la deuxième année d'expérimentation. Il aura la possibilité de formuler des propositions de réajustement.

Le rapport final, intégrant l'avis du comité de pilotage stratégique sera transmis au ministre de l'éducation de la Polynésie française qui décidera de pérenniser ou non les dispositifs.

Art. 16. — L'arrêté n° 492 CM du 1er avril 2021 portant sur la mise en œuvre du dispositif expérimental « Cycle 3 - socle » au sein des écoles primaires et des établissements publics d'enseignement du second degré des archipels éloignés de la Polynésie française et portant sur la création d'un comité de pilotage stratégique et d'un comité de pilotage opérationnel est abrogé.

Art. 17. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Moetai BROTHERRSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1662 CM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur du Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF) pour des acquisitions d'équipements et matériels biomédicaux et médicaux lourds - CDT 2024

NOR : CHP24000098AC

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 11 décembre 2023 approuvant le budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande subvention d'investissement de l'établissement public Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF) n° 345.24 DIR/CHPF en date du 17 juin 2024 ayant été déclaré complet par courrier n° 1448 MSP du 20 juin 2024 ;

Vu la lettre n° 4650 PR du 30 juillet 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 31 juillet 2024 ;

Vu l'avis n° 282-2024 CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 5 août 2024 ;

Vu le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement de 350 000 000 F CFP (trois-cent-cinquante-millions de francs CFP) en faveur du Centre hospitalier de la Polynésie française (CHPF) pour financer des acquisitions d'équipements et matériels biomédicaux et médicaux lourds.

Art. 2. — Le montant total de la subvention est fixé à 49,98 % du coût estimatif de l'opération évalué à 700 278 996 F CFP (sept-cent-millions-deux-cent-soixante-dix-huit-neuf-cent-quatre-vingt-seize francs CFP) et ne pourra excéder le montant plafond de 350 000 000 F CFP (trois-cent-cinquante-millions de francs CFP).

Le financement est réparti comme selon les caractéristiques ci-dessous :

FINANCEUR	PARTICIPATIONS (euros)	PARTICIPATIONS (F CFP)	TAUX (%)
ÉTAT	2 933 000	350 000 000	49,98 %
PAYS	2 933 000	350 000 000	49,98 %
CHPF	2 338	278 996	0,04 %
MONTANT TOTAL	5 868 338	700 278 996	100 %

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 910, AP 181.2024, AE 284.2024, article 204.

Art. 4. — Une avance de 50 %, soit 175 000 000 F CFP (cent-soixante-quinze-millions de francs CFP), sera versée dès publication au *Journal officiel* de la Polynésie française et sur justification du commencement d'exécution de l'opération.

Une fraction de 40 %, soit 140 000 000 F CFP (cent-quarante-millions de francs CFP), sera versée sur présentation du relevé de mandats visé par le comptable assignataire des paiements justifiant de l'avance versée.

Le versement du solde de 10 %, soit 35 000 000 F CFP (trente-cinq-millions de francs CFP), sera réalisé sur présentation des pièces justificatives des dépenses réalisées dans le cadre de l'opération financée et de sa concordance avec le dossier technique et financier présenté à l'appui de la demande de subvention.

À cet effet, l'établissement public CHPF, transmettra un récapitulatif des dépenses HTVA et TTC payées et un bilan de clôture HTVA et TTC, visés par la directrice générale de l'établissement public CHPF et de l'agent comptable de l'établissement.

Les justificatifs du solde devront être produits dans un délai maximal de 6 mois suivant la date d'achèvement effectif de l'opération.

Art. 5. — Si, à l'expiration du délai d'un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 6. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

Le ministre de la santé, en charge de la prévention et de la protection sociale généralisée,

Cédric MERCADAL

Arrêté n° 1667 CM du 19 septembre 2024 portant modification de l'arrêté n° 2319 CM du 12 décembre 2023 portant prorogation, à titre exceptionnel, des délégations de service public accordées aux fédérations sportives*NOR : SJS24202648AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la délibération n° 99-196 APF du 14 octobre 1999 modifiée relative à l'organisation et à la promotion des activités physiques et sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 99 CM du 21 janvier 2000 modifié relatif à l'agrément des fédérations sportives ;

Vu l'arrêté n° 491 CM du 31 mars 2000 modifié fixant les conditions d'attribution et de retrait de la délégation aux fédérations sportives en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 2319 CM du 12 décembre 2023 portant prorogation, à titre exceptionnel, des délégations de service public accordées aux fédérations sportives ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Les mots : « 30 septembre 2024 » de l'article 1er de l'arrêté n° 2319 CM du 12 décembre 2023 portant prorogation, à titre exceptionnel, des délégations de service public accordées aux fédérations sportives sont remplacés par les mots : « 30 avril 2025 ».

Art. 2. — La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Pour la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, absente, le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1669 CM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention de fonctionnement en faveur du lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer l'achat de matériel destinés aux levées des réserves et aux mises aux normes électriques

NOR : DEE24202646AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport du ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la convention n° 99-16 du 22 octobre 2016 modifiée relative à l'éducation entre la Polynésie française et l'État ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 modifiée définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 88-145 AT du 20 octobre 1988 modifiée portant création des établissements publics territoriaux d'enseignement du premier et second cycle du second degré ;

Vu la délibération n° 95-205 AT du 23 novembre 1995 modifiée portant adoption de la réglementation budgétaire, comptable et financière de la Polynésie française et de ses établissements publics ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'année 2024 ;

Vu l'arrêté n° 732 CM du 17 juin 1987 modifié portant organisation administrative et financière des établissements publics territoriaux d'enseignement ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention de fonctionnement du lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour l'exercice 2024 en date du 18 juin 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention de fonctionnement de 453 581 F CFP (quatre-cent-cinquante-trois-mille-cinq-cent-quatre-vingt-un francs CFP) en faveur du lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau pour financer l'achat de matériel destinés aux levées des réserves et aux mises aux normes électriques.

Art. 2. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96902, centre de travail 8133-F, article 657 « subventions ».

Art. 3. — Le versement de la subvention de fonctionnement s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une 1re fraction de 50 %, soit 226 791 F CFP (deux-cent-vingt-six-mille-sept-cent-quatre-vingt-onze francs CFP), à compter de la publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française ;
- le solde, soit 226 790 F CFP (deux-cent-vingt-six-mille-sept-cent-quatre-vingt-dix francs CFP), sur justification du paiement effectif de la totalité de l'opération.

Art. 4. — Le lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau s'engage à transmettre au plus tard le 30 septembre 2025, les pièces justificatives auprès de la direction générale de l'éducation et des enseignements attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté.

Art. 5. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où les crédits de l'aide financière auraient reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 6. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au lycée polyvalent Ihi-tea no Vavau et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1672 CM du 19 septembre 2024 autorisant l'acquisition, par voie de préemption, de la parcelle cadastrée section VB n° 25 d'une superficie de 4 357 m² et les constructions vétustes y édifiées, sises commune de Taha'a, commune associée de Vaitō'are, appartenant à Mme Odile, Denise SUZANNE

NOR : DAF24201184AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la délibération n° 93-123 AT du 4 novembre 1993 complétant le code de l'aménagement de la Polynésie française et portant réglementation d'un droit de préemption ;

Vu la déclaration d'intention d'aliéner du 15 décembre 2023 par l'office notarial Clémencet, Pinna, Mou-Hing, mandataire de Mme Odile, Denise SUZANNE, reçue à la direction des affaires foncières le 18 décembre 2023 ;

Vu la lettre n° 1584 VP du 13 mars 2024 sur l'exercice du droit de préemption de la Polynésie française ;

Vu la lettre du 13 avril 2024 de l'office notarial Clémencet, Pinna, Mou-Hing informant de l'accord de Mme Odile, Denise SUZANNE ;

Vu la lettre n° 4591 PR du 26 juillet 2024 adressée au président de l'Assemblée de la Polynésie française déclarant l'urgence et réceptionnée par l'Assemblée de la Polynésie française le 29 juillet 2024 ;

Vu l'avis n° 269-2024/CCBF/APF de la commission de contrôle budgétaire et financier de l'Assemblée de la Polynésie française du 5 août 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — La Polynésie française est autorisée à acquérir, par voie de préemption, la parcelle dépendant de la terre Pamatai et Taiahoe partie, cadastrée section VB n° 25 d'une superficie de 4 357 m² et les constructions vétustes y édifiées, sises commune de Taha'a, commune associée de Vaitō'are, appartenant à Mme Odile, Denise SUZANNE.

Art. 2. — Cette acquisition est destinée à la constitution d'une réserve foncière.

Art. 3. — Le montant de l'acquisition est fixé à 55 534 000 F CFP (cinquante-cinq-millions-cinq-cent-trente-quatre-mille francs CFP), en ce compris les frais d'agence d'un montant de 3 534 000 F CFP (trois-millions-cinq-cent-trente-quatre-mille francs CFP) réparti comme suit :

- 50 534 000 F CFP (cinquante-millions-cinq-cent-trente-quatre-mille francs CFP), pour le foncier ;
- 5 000 000 F CFP (cinq-millions francs CFP) pour les constructions vétustes,

payable dans un délai de trois (3) mois au plus tard après la signature de l'acte de vente.

Art. 4. — La dépense afférente à cette acquisition, les frais de l'acte notarié et autres frais sont imputés au budget de la Polynésie française : mission 916, programme 916 03, AP 346.2024, AE 102.2024, article 211 et 213.

L'acte notarié est exonéré des droits d'enregistrement, de publicité foncière et de la taxe de publicité immobilière.

Art. 5. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Odile, Denise SUZANNE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Warren DEXTER

Arrêté n° 1673 CM du 19 septembre 2024 autorisant la location des locaux à usage de bureaux, sis au 3e étage de l'immeuble Putiaoro édifié sur la parcelle cadastrée commune de Papeete section CR n° 11, et de douze places de parking aménagées pour partie sur les parcelles CR n° 11 et n° 12, au profit du Centre national des arts et métiers en Polynésie française

NOR : DAF24202671AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu la loi du pays n° 2021-53 du 21 décembre 2021 relative au domaine privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 136 CM du 11 février 2016 modifié portant fixation des tarifs d'occupation du domaine privé de la Polynésie française ;

Vu la demande du représentant du Centre national des arts et métiers en Polynésie française en date du 25 juillet 2024 complétée le 26 août 2024 ;

Vu le compte-rendu de visite du 1er août 2024 ;

Vu le bordereau de demande d'avis adressé à la direction générale de l'économie numérique en date du 5 août 2024 ;

Vu l'avis de la direction générale de l'éducation et des enseignements en date du 12 août 2024 ;

Vu l'avis du vice-rectorat de Polynésie française en date du 12 août 2024 ;

Vu l'avis de la commune de Papeete en date du 20 août 2024 ;

Vu l'avis de la commission du domaine dans sa séance du 13 août 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — La location des locaux à usage de bureaux d'une superficie de 357 m² et des sanitaires, sis au 3e étage de l'immeuble Putiaoro édifié sur la parcelle cadastrée commune de Papeete section CR n° 11, et de douze places de parking aménagées pour partie sur les parcelles CR n° 11 et n° 12, est autorisée au profit du Centre national des arts et métiers en Polynésie française, à des fins d'installation et de fonctionnement de la structure nécessaire à la formation dénommée « Kānea - École de créativité du numérique ».

Tel que le tout figure sur les plans détenus par la direction des affaires foncières, section du domaine.

Art. 2. — La présente autorisation est subordonnée à la conclusion d'un bail fixant les modalités de la location entre la Polynésie française et le titulaire de l'autorisation.

La présente autorisation est caduque dès lors que le bail y afférent n'aura pas été signé dans un délai de quatre (4) mois à compter de la date de notification du présent arrêté au bénéficiaire de l'autorisation.

Art. 3. — La présente location est consentie pour une durée de cinq (5) années entières et consécutives à compter de la date de signature du bail.

En aucun cas, la durée ne pourra faire l'objet d'une prorogation par tacite reconduction.

Art. 4. — Le loyer mensuel est fixé à 497 955 F CFP (quatre-cent-quatre-vingt-dix-sept-mille-neuf-cent-cinquante-cinq francs CFP) payable d'avance en début de mois à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete (immeuble Te fenua mā'ohi, à Orovini).

Ce loyer est révisable tous les ans conformément aux dispositions de l'arrêté pris en conseil des ministres fixant le taux de révision des loyers.

Enfin, le loyer est ajusté de plein droit si une modification de la réglementation en matière de tarification des occupations du domaine privé de la Polynésie française intervenait.

Le bénéficiaire supportera une quote-part des frais d'entretien des parties communes qui pourront lui être adressée.

Art. 5. — Les travaux d'aménagement intérieur devront être conformes aux normes en vigueur en matière d'urbanisme.

Art. 6. — Le bénéficiaire est tenu de souscrire toutes assurances nécessaires garantissant notamment les risques liés à sa responsabilité civile.

Le bénéficiaire est autorisé à souscrire tout contrat, abonnement nécessaire au fonctionnement des locaux tel qu'abonnement pour le raccordement au réseau public d'électricité, pour les lignes téléphoniques, internet, fourniture d'eau et contrat pour l'enlèvement des ordures ménagères.

Art. 7. — Le titulaire de l'autorisation ne peut céder ou sous-louer son droit au bail sans l'accord exprès et préalable de l'autorité compétente.

Art. 8. — Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Centre national des arts et métiers en Polynésie française et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1678 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises, pour la rénovation de la station solaire

NOR : SJS24202004AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises en date du 15 janvier 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 940 000 F CFP (neuf-cent-quarante-mille francs CFP) en faveur de l'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises pour la rénovation de la station solaire, dont le coût total est estimé à 1 190 000 F CFP (un-million-cent-quatre-vingt-dix-mille francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 78,99 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 940 000 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91105, AP 203.2024, AE 213.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 705 000 F CFP (sept-cent-cinq-mille francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 235 000 F CFP (deux-cent-trente-cinq-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet.

Art. 5. — L'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de douze mois à compter du versement de l'avance.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de la production des pièces justificatives à hauteur de la subvention octroyée, celle-ci sera réajustée au montant des justificatifs transmis auprès de la direction de la jeunesse et des sports.

Art. 8. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 9. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association MEJ Marquises - Mouvement eucharistique des jeunes des îles Marquises et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,
Warren DEXTER

Pour la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, absente, le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,
Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1679 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Va'a Ta'ie Tautoru pour l'achat de voiles

NOR : SJS24202319AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'association Va'a Ta'ie Tautoru en date du 31 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 330 000 F CFP (trois-cent-trente-mille francs CFP) en faveur de l'association Va'a Ta'ie Tautoru pour l'achat de voiles, dont le coût total est estimé à 485 000 F CFP (quatre-cent-quatre-vingt-cinq-mille francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 68,0412 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 330 000 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91106, AP 214.2024, AE 310.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 247 500 F CFP (deux-cent-quarante-sept-mille-cinq-cents francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 82 500 F CFP (quatre-vingt-deux-mille-cinq-cents francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet.

Art. 5. — L'association Va'a Ta'ie Tautoru s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de douze mois à compter du versement de l'avance.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Va'a Ta'ie Tautoru et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

Pour la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, absente, le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAI

Arrêté n° 1680 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association sportive et culturelle District Vaka de Ua Pou pour l'acquisition d'un bateau alu avec moteur

NOR : SJS24202345AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'association sportive et culturelle District Vaka de Ua Pou en date du 24 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 600 000 F CFP (six-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association sportive et culturelle District Vaka de Ua Pou pour l'acquisition d'un bateau alu avec moteur, dont le coût total est estimé à 867 600 F CFP (huit-cent-soixante-sept-mille-six-cents francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 69,1563 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 600 000 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91106, AP 214.2024, AE 310.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 450 000 F CFP (quatre-cent-cinquante-mille francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 150 000 F CFP (cent-cinquante-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet.

Art. 5. — L'association sportive et culturelle District Vaka de Ua Pou s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de douze mois à compter du versement de l'avance.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association sportive et culturelle District Vaka de Ua Pou et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

Pour la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, absente, le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAIA

Arrêté n° 1681 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la fédération Tahitienne de Basket-Ball pour l'acquisition de deux postes informatiques fixes

NOR : SJS24202282AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de la fédération Tahitienne de Basket-Ball en date du 15 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 300 000 F CFP (trois-cent-mille francs CFP) en faveur de la fédération Tahitienne de Basket-Ball pour l'acquisition de deux postes informatiques fixes, dont le coût total est estimé à 350 000 F CFP (trois-cent-vingt-cinq-mille francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 85,7143 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 300 000 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91106, AP 214.2024, AE 310.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 225 000 F CFP (deux-cent-vingt-cinq-mille francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 75 000 F CFP (soixante-quinze-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet.

Art. 5. — La fédération Tahitienne de Basket-Ball s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de douze mois à compter du versement de l'avance.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la fédération Tahitienne de Basket-Ball et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, absente, le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAI

Arrêté n° 1683 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de la fédération Tahitienne de Cyclisme pour l'acquisition d'un scooter

NOR : SJS24202283AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de la fédération Tahitienne de Cyclisme en date du 15 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 600 000 F CFP (six-cent-mille francs CFP) en faveur de la fédération Tahitienne de Cyclisme pour l'acquisition d'un scooter, dont le coût total est estimé à 1 050 000 F CFP (un-million-cinquante-mille francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 57,1429 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 600 000 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91106, AP 214.2024, AE 310.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 450 000 F CFP (quatre-cent-cinquante-mille francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 150 000 F CFP (cent-cinquante-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet.

Art. 5. — La fédération Tahitienne de Cyclisme s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de douze mois à compter du versement de l'avance.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la fédération Tahitienne de Cyclisme et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

Pour la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, absente, le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAI

Arrêté n° 1684 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Matahere Va'a pour l'acquisition d'une pirogue Matahina*NOR : SJS24202325AC-1*

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'association Matahere Va'a en date du 7 février 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 500 000 F CFP (cinq-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Matahere Va'a pour l'acquisition d'une pirogue Matahina, dont le coût total est estimé à 1 320 000 F CFP (un-million-trois-cent-vingt-mille francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 37,8788 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 500 000 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91106, AP 214.2024, AE 310.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 375 000 F CFP (trois-cent-soixante-quinze-mille francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 125 000 F CFP (cent-vingt-cinq-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet.

Art. 5. — L'association Matahere Va'a s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de douze mois à compter du versement de l'avance.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Matahere Va'a et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

Pour la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, absente, le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAI

Arrêté n° 1685 CM du 20 septembre 2024 approuvant l'attribution d'une subvention d'investissement en faveur de l'association Papeete Rugby Club pour l'acquisition de matériel informatique

NOR : SJS24202342AC-1

Le Président de la Polynésie française,

Sur le rapport de la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1229 PR du 30 octobre 2018 modifié portant délégation de pouvoir de l'ordonnateur au profit des ministres ;

Vu la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la délibération n° 2023-66 APF du 14 décembre 2023 modifiée relative au budget général de la Polynésie française pour l'exercice 2024 ;

Vu l'arrêté n° 2116 CM du 16 novembre 2017 portant application de la loi du pays n° 2017-32 du 2 novembre 2017 définissant les conditions et critères d'attribution des aides financières, des avances et prêts et d'octroi des garanties d'emprunt aux personnes morales autres que les communes ;

Vu la demande de subvention d'investissement de l'association Papeete Rugby Club en date du 30 mars 2024 ;

Le conseil des ministres en ayant délibéré dans sa séance du 18 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'une subvention d'investissement d'un montant de 300 000 F CFP (trois-cent-mille francs CFP) en faveur de l'association Papeete Rugby Club pour l'acquisition de matériel informatique, dont le coût total est estimé à 362 910 F CFP (trois-cent-soixante-deux-mille-neuf-cent-dix francs CFP).

Art. 2. — Le montant de la participation du pays s'élèvera à 82,6651 % du coût final de l'opération mais ne pourra pas excéder le montant du plafond de 300 000 F CFP.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : mission 911, programme 91106, AP 214.2024, AE 310.2024, article 204.

Art. 4. — Le versement de la subvention s'effectuera selon les modalités suivantes :

- une avance de 75 %, soit 225 000 F CFP (deux-cent-vingt-cinq-mille francs CFP), après parution au *Journal officiel* de la Polynésie française et notification par le bénéficiaire du commencement d'exécution de l'opération financée ;
- le solde de 25 %, soit 75 000 F CFP (soixante-quinze-mille francs CFP), sur présentation des pièces justificatives de la réalisation du projet.

Art. 5. — L'association Papeete Rugby Club s'engage à produire les pièces justificatives du coût de l'opération auprès de la direction de la jeunesse et des sports, attestant de l'utilisation de cette subvention dans le cadre du projet présenté dans un délai de douze mois à compter du versement de l'avance.

Art. 6. — Si, à l'expiration du délai de un an à compter de la notification de la subvention, l'opération au titre de laquelle cette subvention a été accordée n'a reçu aucun commencement d'exécution, le conseil des ministres constate la caducité de sa décision.

Art. 7. — À défaut de justificatifs transmis dans les délais impartis ou dans le cas où la subvention aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 8. — Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et la ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'association Papeete Rugby Club et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 20 septembre 2024.

Moetai BROTHERSON

Par le Président de la Polynésie française :

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Warren DEXTER

La ministre des sports, de la jeunesse, de la prévention contre la délinquance, en charge de l'artisanat, absente, le ministre de l'éducation, de l'enseignement supérieur et de la culture,

Ronny TERIIPAI

ARRETES DU PRESIDENT DU GOUVERNEMENT ET DES MINISTRES**MINISTÈRE DES GRANDS TRAVAUX, DE L'ÉQUIPEMENT**

Arrêté n° 8842 MGT du 19 septembre 2024 portant autorisation de réduction de la servitude de curage du domaine public fluvial, au droit de la parcelle cadastrée section R n° 128, sise commune de Punaauia, au profit de la SCI Kila

NOR : DEQ24512769AM-1

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1334 CM du 8 septembre 2015 modifié relatif à l'acquisition, la gestion et la cession du domaine public et privé de la Polynésie française ;

Vu la demande du cabinet Yohann Florentin Architecte mandataire de la SCI Kila en date des 29 avril, 12 et 23 août 2024,

Arrête :

Article 1er. — Objet de l'autorisation

La réduction de la servitude de curage à 4,50 mètres du domaine public fluvial de la rivière Vaiopu, au droit de la parcelle cadastrée section R n° 128, sise commune de Punaauia, est autorisée au profit de la SCI Kila, tel que le tout figure sur les plans détenu par la direction de l'équipement.

Art. 2. — Destination de l'occupation

La réduction de la servitude de curage autorisée à l'article 1er est destinée à l'implantation d'un bâtiment dont l'emprise sur la servitude de curage est de 5,49 m².

Art. 3. — Conditions générales

La présente autorisation est consentie à compter de la date de publication du présent arrêté au *Journal officiel* de la Polynésie française, aux clauses et conditions suivantes, que la SCI Kila s'engage à respecter :

1° Elle est tenue d'obtenir toutes les autorisations administratives exigées par la réglementation en vigueur auprès des services et organismes de la Polynésie française ;

2° Elle est tenue de transmettre à la direction de l'équipement un exemplaire de ces autorisation ;

3° Elle est tenue de laisser l'accès libre aux engins de la direction de l'équipement dans le cadre des travaux de curage ;

4° Les travaux sont à la charge du bénéficiaire qui est seul tenue à toutes les garanties que les occupations peuvent entraîner à l'égard des tiers dont les droits éventuels sont expressément réservés ;

5° Aucune construction hormis celle autorisée précédemment ne doit être positionnée sur la servitude de curage ;

6° Elle est tenue de prendre à sa charge tous les frais et les travaux de démolition et de reconstruction de ses biens et ouvrages situés dans cette zone, consécutifs à l'exécution des travaux de conservation et de construction conduits par la direction de l'équipement sur le domaine public fluvial y attenant ou sur l'empiétement autorisé ;

7° Elle fait son affaire personnelle de toute contestation qui peut survenir et s'interdit à cet égard tout recours contre la Polynésie française ;

8° Elle ne peut mettre en cause la Polynésie française en cas de dégradation de tout ou partie de la construction en cas d'éventuels travaux entrepris sur le domaine public fluvial, par la direction de l'équipement ;

9° Elle est tenue, au préalable, d'avertir la direction de l'équipement de toute intervention sur le domaine public fluvial ;

10° L'administration peut exercer à tout moment, par tout préposé de son choix, tout contrôle ou vérification tendant à s'assurer de la parfaite exécution des obligations par le bénéficiaire.

Art. 4. — Conformité au dossier et modifications

Les installations, ouvrages, travaux ou activité, objet de la présente autorisation, sont situés, installés et exploités conformément aux plans et contenus du dossier de demande d'autorisation sans préjudice des dispositions de la présente autorisation.

Toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation doit être portée, avant sa réalisation, à la connaissance de la direction de l'équipement.

Art. 5. — Caractère de l'autorisation

L'autorisation est accordée à titre personnel et précaire.

En cas d'inobservation de l'une ou l'autre des dispositions des articles ci-dessus et après commandement d'exécuter demeuré infructueux, l'autorisé compétente peut résilier la présente autorisation sans préjudice de la remise en état des lieux et de tous dommages-intérêts.

Art. 6. — Attribution de compétences

Les litiges pouvant naître de l'interprétation ou de l'application du présent arrêté, après échec d'une tentative de règlement amiable entre les parties, seront soumis au tribunal administratif de la Polynésie française.

Art. 7. — L'arrêté n° 344 du 18 mars 2021 modifié portant autorisation d'empiétement sur la servitude de curage du domaine public fluvial, parcelle cadastrée section R n° 128, sise commune de Punaauia, en faveur de la SCI Kila, est abrogé.

Art. 8. — Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressé et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,
Jordy CHAN

Arrêté n° 8858 MGT/DTT du 19 septembre 2024 portant remise en exploitation de la licence de transport touristique n° 01B 73M délivrée à Mme Gisèle IENFA épouse PAHI*NOR : DTT24513265AM*

Le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 819 PR du 3 juin 2024 relatif aux attributions du ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes ;

Vu l'arrêté n° 233 CM du 13 février 2008 modifié relatif à la direction des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 755 CM du 24 mai 2019 portant nomination de M. Lucien POMMIEZ en qualité de directeur des transports terrestres ;

Vu l'arrêté n° 5290 MGT du 14 juin 2024 portant délégation de signature à M. Lucien POMMIEZ, directeur des transports terrestres ;

Vu la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée relative à la modernisation et au développement des transports routiers en Polynésie française et son arrêté d'application n° 87 CM du 22 janvier 2015 modifié ;

Vu l'arrêté n° 2202 MET du 19 février 2020 modifié portant inscription au plan des services touristiques de transport de personnes de l'île de Moorea et portant attribution d'une licence de transport touristique à Mme Gisèle IENFA épouse PAHI ;

Vu la demande de l'intéressée reçue à la direction des transports terrestres le 16 septembre 2024,

Arrête :

Article 1er. — En application de l'article 18 de la délibération n° 2000-12 APF du 13 janvier 2000 modifiée susvisée, et conformément à sa demande, Mme Gisèle IENFA épouse PAHI est autorisée à remettre en exploitation sa licence de transport touristique n° 01B 73M, à compter de la notification du présent arrêté.

Art. 2. — L'arrêté n° 6109 MGT/DTT du 12 juillet 2024 portant suspension provisoire de la licence de transport touristique n° 01B 73M délivrée à Mme Gisèle IENFA épouse PAHI sur l'île de Moorea est abrogé.

Art. 3. — Le directeur des transports terrestres est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'intéressée et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Pour le ministre des grands travaux, de l'équipement, en charge des transports aériens, terrestres et maritimes, et par délégation : le directeur des transports terrestres,
Lucien POMMIEZ

MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE, DU BUDGET ET DES FINANCES**Arrêté n° 8754 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 12138 VP/DAE du 21 novembre 2017**

NOR : DAE24512967AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée la propriété industrielle, et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement des marques n° 1404062 et n° 1406935 publiées au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2017-42 du 20 octobre 2017 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment des marques n° 1404062 et n° 1406935,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 12138 VP/DAE du 21 novembre 2017 portant rejet de la requête en extension du renouvellement des marques n° 1404062 et n° 1406935 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8755 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8638 VP/DAE du 11 septembre 2014

NOR : DAE24512965AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement des marques n° 1278395 et n° 94518279 publiées au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-29 du 18 juillet 2014 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment des marques n° 1278395 et n° 94518279,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 8638 VP/DAE du 11 septembre 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement des marques n° 1278395 et n° 94518279 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8756 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 4610 MEF/DGAE du 9 mai 2022

NOR : DAE24512964AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée la propriété industrielle, et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3915304 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2022-15 du 15 avril 2022 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3915304,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 4610 MEF/DGAE du 9 mai 2022 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3915304 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8757 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 modifiant l'arrêté de rejet n° 3824 MEF/DGAE du 17 avril 2023

NOR : DAE24512949AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée la propriété industrielle, et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3207493 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2023-14 du 7 avril 2023 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3207493,

Arrête :

Article 1er. — Dans l'arrêté n° 3824 MEF/DGAE du 17 avril 2023 susvisé, toutes les références faites à la marque n° 3207493 sont retirées.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8758 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7501 VP/DGAE du 21 août 2018

NOR : DAE24512947AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 98719383 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2018-28 du 13 juillet 2018 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 98719383,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 7501 VP/DGAE du 21 août 2018 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 98719383 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques, et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8759 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 7407 MEF/DGAE du 8 juillet 2021

NOR : DAE24512944AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3118368 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2021-22 du 4 juin 2021 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3118368,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 7407 MEF/DGAE du 8 juillet 2021 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3118368 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8760 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de l'arrêté de rejet n° 5969 MEF/DGAE du 2 juin 2021

NOR : DAE24512932AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 1676153 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2021-16 du 23 avril 2021 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 1676153,

Arrête :

Article 1er. — L'arrêté n° 5969 MEF/DGAE du 2 juin 2021 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1676153 est retiré.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8761 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 modifiant la décision de rejet n° 5654 VP/DGAE du 19 juin 2020

NOR : DAE24512928AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 1589198 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2020-12 du 20 mars 2020 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 1589198,

Arrête :

Article 1er. — Dans la décision n° 5654 VP/DGAE du 19 juin 2020 susvisée, toutes les références faites à la marque n° 1589198 sont retirées.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8762 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8518 VP/DGAE du 28 août 2020*NOR : DAE24512930AM*

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée la propriété industrielle, et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 1589198 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2020-29 du 17 juillet 2020 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 1589198,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 8518 VP/DGAE du 28 août 2020 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1589198 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8763 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 7185 VP/DAE du 7 août 2017

NOR : DAE24512927AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 1389321 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2017-25 du 23 juin 2017 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 1389321,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 7185 VP/DAE du 7 août 2017 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1389321 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8764 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 3910 MEI/DAE du 10 mai 2016

NOR : DAE24512829AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3416262 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2016-11 du 18 mars 2016 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3416262,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 3910 MEI/DAE du 10 mai 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3416262 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8765 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 2559 MEI/DAE du 1er avril 2016

NOR : DAE24512822AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3396441 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2016-06 du 12 février 2016 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3396441,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 2559 MEI/DAE du 1er avril 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3396441 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu O Naiki BARRIER

Arrêté n° 8766 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 351 PR du 24 juin 2014

NOR : DAE24512812AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3295688 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-16 du 18 avril 2014 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3295688,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 351 PR du 24 juin 2014 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 3295688 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8767 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 modifiant la décision de rejet n° 365 PR du 24 juin 2014

NOR : DAE24512801AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée la propriété industrielle, et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 3277549 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2014-17 du 25 avril 2014 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 3277549,

Arrête :

Article 1er. — Dans la décision n° 365 PR du 24 juin 2014 susvisée, toutes les références faites à la marque n° 3277549 sont retirées.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu O Naiki BARRIER

Arrêté n° 8768 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8172 MEI/DAE du 11 septembre 2015

NOR : DAE24512811AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé « direction générale des affaires économiques » ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut nationale de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 95572876 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2015-32 du 7 août 2015 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 95572876,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 8172 MEI/DAE du 11 septembre 2015 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 95572876 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

Arrêté n° 8769 MEF/DGAE du 17 septembre 2024 portant retrait de la décision de rejet n° 8855 MEI/DAE du 13 octobre 2016

NOR : DAE24512799AM

Le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu le code de la propriété intellectuelle, notamment son article LP. 411-1 dernier alinéa ;

Vu l'arrêté n° 1691 PR du 19 août 2024 relatif aux attributions du ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies ;

Vu l'arrêté n° 1036 CM du 21 juillet 2011 modifié portant création, organisation et fonctionnement du service administratif dénommé direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 2207 CM du 1er octobre 2019 portant nomination de Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7467 MEF du 22 août 2024 portant délégation de signature à Mme Sabine BAZILE en qualité de directrice de la direction générale des affaires économiques ;

Vu l'arrêté n° 7602 MEF du 26 août 2024 portant délégation de signature de Mme Sabine BAZILE, directrice de la direction générale des affaires économiques, au profit d'agents placés sous son autorité ;

Vu la convention n° 1794 PR du 7 avril 2014 portant accord entre la Polynésie française et l'Institut national de la propriété industrielle relatif à l'extension des titres de propriété industrielle (accord d'extension) ;

Vu la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013 modifiée portant modification de la 2e partie du code de la propriété intellectuelle (partie législative), intitulée « La propriété industrielle », et notamment son article LP. 138 créant la procédure de reconnaissance des titres délivrés par l'INPI ;

Vu l'arrêté n° 1002 CM du 22 juillet 2013 modifié pris en application de l'article LP. 138 de la loi du pays n° 2013-14 du 6 mai 2013, et notamment le 1er alinéa de son article 5 ;

Vu la demande d'extension du renouvellement de la marque n° 1350963 publiée au *Bulletin officiel de la propriété industrielle* (BOPI) n° 2016-34 du 26 août 2016 ;

Vu l'arrêté n° 7265 MEF/DGAE du 13 août 2024 portant reconnaissance de 38 titres de propriété industrielle délivrés par l'Institut national de la propriété industrielle, et notamment de la marque n° 1350963,

Arrête :

Article 1er. — La décision n° 8855 MEI/DAE du 13 octobre 2016 portant rejet de la requête en extension du renouvellement de la marque n° 1350963 est retirée.

Art. 2. — La directrice de la direction générale des affaires économiques est chargée de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'économie, du budget et des finances, en charge des énergies, et par délégation, pour la directrice des affaires économiques et par délégation,

Te Fetu o Naiki BARRIER

**MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE, DES RESSOURCES MARINES, DE
L'ENVIRONNEMENT**

Arrêté n° 8750 MPR/DRM du 17 septembre 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Juliette, Tagipuariki TUAUNU épouse LEE, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 166)

NOR : DRM24512284AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 8353 VP du 24 juillet 2019 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Juliette, Tagipuariki TUAUNU épouse LEE, sis à Ahe, commune de Manihi (exploitant n° 166) ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire délégué de la commune associée de Ahe ;

Vu la demande de renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par Mme Juliette, Tagipuariki TUAUNU épouse LEE, non datée, reçue le 26 juillet 2024 et enregistrée le 1er août 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Ahe,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mme Juliette, Tagipuariki TUAUNU épouse LEE, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Ahe, commune de Manihi.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 10 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 20 000 F CFP (vingt-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :
- sur la base de 10 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 20 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — Conformément aux dispositions de l'article 14 de la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifié susvisée, toute occupation sans titre ni autorisation d'une dépendance du domaine public, donne lieu à recouvrement d'une indemnité dont le montant correspond à la totalité des redevances dont la Polynésie française a été frustrée, majorée de cent pour cent (100 %). Cette indemnité est exigible pour la période courant du 30 juillet 2024 jusqu'à la veille de la publication du présent arrêté.

Cette indemnité est payable à compter de la publication du présent arrêté.

Art. 5. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mme Juliette, Tagipuariki TUAUNU épouse LEE de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières.

Art. 6. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Juliette, Tagipuariki TUAUNU épouse LEE et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : pour le directeur empêché ou absent et par délégation : le directeur adjoint des ressources marines,

Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

Arrêté n° 8752 MPR/DRM du 17 septembre 2024 portant autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de Mme Angèle, Teahoroa, Tatiana NATUA, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 169)

NOR : DRM24512252AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 750 CM du 23 mai 2013 modifié portant délégation de pouvoir du conseil des ministres ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée réglementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 2004-34 APF du 12 février 2004 modifiée portant composition et administration du domaine public en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 1259 CM du 31 juillet 2017 modifié relatif aux conditions d'exercice des activités de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers en Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 82 CM du 23 janvier 2023 modifié portant fixation des tarifs d'occupation et d'utilisation du domaine public de la Polynésie française ;

Vu l'avis favorable, non daté, du maire de la commune de Arutua ;

Vu la demande d'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole formulée par Mme Angèle, Teahoroa, Tatiana NATUA, non datée, reçue le 14 septembre 2023 et complétée le 28 août 2024 ;

Vu l'avis favorable du président du comité de gestion de Arutua,

Arrête :

Article 1er. — Est autorisée au profit de Mme Angèle, Teahoroa, Tatiana NATUA, aux clauses et conditions du cahier des charges selon la réglementation en vigueur, pour une durée de cinq années à compter de la date de publication du présent arrêté, l'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole, sis à Arutua, commune de Arutua.

Art. 2. — L'autorisation d'occupation du domaine public maritime est accordée pour l'activité de collectage d'huîtres perlières : 2 lignes.

Art. 3. — La redevance annuelle déterminée en fonction du nombre de lignes ci-dessus accordées, payable d'avance à la caisse de la recette-conservation des hypothèques de Papeete, est fixée à 4 000 F CFP (quatre-mille francs CFP) suivant le détail ci-après :
- Sur la base de 2 lignes à 2 000 F CFP/ligne, soit 4 000 F CFP.

Cette redevance est applicable à compter de la date de publication du présent arrêté.

Art. 4. — L'utilisation desdits emplacements est liée à l'obtention par Mme Angèle, Teahoroa, Tatiana NATUA de ses autorisations d'exercer une activité de producteur d'huîtres perlières.

Art. 5. — Le directeur des ressources marines et la directrice des affaires foncières sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à Mme Angèle, Teahoroa, Tatiana NATUA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 17 septembre 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : pour le directeur empêché ou absent et par délégation : le directeur adjoint des ressources marines,

Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

Arrêté n° 8854 MPR/DRM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb, au bénéfice de M. Norman, Tauaea PARKER à l'usage de son exploitation perlicole, sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 377)

NOR : DRM24512624AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée règlementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation du prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 5574 MPR/DRM du 26 juin 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Norman, Tauaea PARKER sis à Arutua, commune de Arutua (exploitant n° 377) ;

Vu les factures justificatives de M. Norman, Tauaea PARKER de la période du 13 septembre 2023 au 29 juillet 2024 ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour la perliculture de M. Norman, Tauaea PARKER du 5 juin 2024 reçue le 7 juin 2024,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Norman, Tauaea PARKER, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb, utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Arutua, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 29 juillet 2029.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 7 200 litres d'essence sans plomb pour l'exploitation perlicole, qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96601, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Norman, Tauaea PARKER délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5. — M. Norman, Tauaea PARKER s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Norman, Tauaea PARKER et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : pour le directeur empêché ou absent et par délégation : le directeur adjoint des ressources marines,

Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

Arrêté n° 8855 MPR/DRM du 19 septembre 2024 approuvant l'attribution d'un agrément à réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, au bénéfice de M. Wilfrid, Tapurai FAURA à l'usage de son exploitation perlicole, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 206)

NOR : DRM24512974AM

Le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 815 PR du 3 juin 2024 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 821 PR du 3 juin 2024 modifié relatif aux attributions du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale ;

Vu l'arrêté n° 1914 CM du 25 novembre 2011 modifié portant création et organisation de la direction des ressources marines et précisant ses missions ;

Vu l'arrêté n° 183 CM du 15 février 2018 portant nomination de M. Cédric PONSONNET en qualité de directeur des ressources marines et minières ;

Vu l'arrêté n° 5163 MPR du 10 juin 2024 portant délégation de signature du ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, à M. Cédric PONSONNET, directeur des ressources marines ;

Vu la loi du pays n° 2017-16 du 18 juillet 2017 modifiée règlementant les activités professionnelles liées à la production et la commercialisation des produits perliers et nacriers en Polynésie française ;

Vu la délibération n° 97-98 APF du 29 mai 1997 modifiée portant création d'un compte spécial « fonds de régulation du prix des hydrocarbures » ;

Vu l'arrêté n° 212 CM du 29 janvier 2004 modifié portant mise en place d'une procédure de distribution d'essence sans plomb et de gazole utilisés dans les exploitations perlicoles de Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 4081 MPR/DRM du 17 avril 2024 portant renouvellement de l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public maritime à des fins d'exploitation perlicole au profit de M. Wilfrid, Tapurai FAURA, sis à Manihi, commune de Manihi (exploitant n° 206) ;

Vu les factures justificatives de M. Wilfrid, Tapurai FAURA de la période du 1er octobre 2023 au 17 juin 2024 ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour la perliculture de M. Wilfrid, Tapurai FAURA du 26 août 2024 reçue le même jour ;

Vu la demande d'agrément aux avantages fiscaux sur les produits pétroliers pour les transferts de nacres inter-îles de M. Wilfrid, Tapurai FAURA du 26 août 2024 reçue le même jour,

Arrête :

Article 1er. — Est approuvée l'attribution d'un agrément en faveur de M. Wilfrid, Tapurai FAURA, titulaire des cartes de producteur d'huîtres perlières et de producteur de produits perliers, pour une réduction sur le prix de l'essence sans plomb et du gazole, utilisés dans le cadre de ses activités perlicoles à Manihi, à compter de la publication du présent arrêté et à échéance du 17 juin 2029.

Art. 2. — L'agrément porte sur une quantité maximum annuelle fixée à 15 600 litres d'essence sans plomb et 1 400 litres de gazole pour l'exploitation perlicole et 7 200 litres d'essence sans plomb pour les transferts de nacres inter-îles, qui pourra être révisée chaque année.

Art. 3. — La dépense est imputable au budget général de la Polynésie française : programme 96601, article 652.

Art. 4. — Le versement de l'aide se fera sous forme de bons au nom de M. Wilfrid, Tapurai FAURA délivrés par la direction des ressources marines.

Art. 5. — M. Wilfrid, Tapurai FAURA s'engage à produire annuellement les statistiques de son exploitation et les factures d'utilisation de carburant attestant de l'utilisation de cette aide dans le cadre du projet présenté.

Art. 6. — À défaut de justificatifs ou dans le cas où l'aide financière aurait reçu une destination n'entrant pas dans le cadre des actions citées à l'article 1er du présent arrêté, un ordre de recettes sera établi pour le remboursement de tout ou partie de cette aide.

Art. 7. — Le directeur des ressources marines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à M. Wilfrid, Tapurai FAURA et publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

Pour le ministre de l'agriculture, des ressources marines, de l'environnement, en charge de l'alimentation, de la recherche et de la cause animale, et par délégation : pour le directeur empêché ou absent et par délégation : le directeur adjoint des ressources marines,

Moana MAAMAATUAIAHUTAPU

ACTES MUNICIPAUX**Centre de gestion et de formation - Arrêté n° 2024-120 du 18 septembre 2024 déclarant infructueux l'examen professionnel pour l'accès au grade de « sergent » de la spécialité « sécurité civile » du cadre d'emplois « application » de la fonction publique communale**

Le président du Centre de gestion et de formation,

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'ordonnance n° 2005-10 du 4 janvier 2005 modifiée portant statut général des fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs, et notamment son article 31 ;

Vu le décret n° 2011-1040 du 29 août 2011 modifié fixant les règles communes applicables aux fonctionnaires des communes et des groupements de communes de la Polynésie française ainsi que de leurs établissements publics administratifs ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République n° 1118 DIPAC du 5 juillet 2012 modifié fixant le statut particulier du cadre d'emplois « application » ;

Vu l'arrêté du haut-commissaire de la République n° 1775 DIRAJ/BAJC du 17 décembre 2015 modifié fixant les modalités d'organisation et les épreuves des examens professionnels du cadre d'emplois « application » ;

Vu la délibération du conseil d'administration du CGF n° 2023-17 du 15 décembre 2023 approuvant l'ouverture au titre de l'année 2024 des examens professionnels pour l'accès aux grades des cadres d'emplois « maîtrise », « application » et « exécution » de la spécialité sécurité civile de la fonction publique communale ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2023-067 du 15 décembre 2023 portant ouverture des examens professionnels pour l'accès au grade du cadre d'emplois « application » de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2024-039 du 29 février 2024 portant nomination des membres du jury des examens professionnels ouverts au titre de l'année 2024 pour l'accès aux grades de sergent et d'adjudant du cadre d'emplois « application » de la spécialité « sécurité civile » de la fonction publique communale ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2024-047 du 7 mars 2024 fixant la liste des candidats admis à concourir aux épreuves d'admissibilité des examens professionnels de la spécialité « sécurité civile » du cadre d'emplois « application » de la fonction publique communale ;

Vu l'arrêté du président du CGF n° 2024-096 du 20 juin 2024 fixant la liste des candidats autorisés à se présenter aux épreuves orales d'admission des examens professionnels pour la spécialité « sécurité civile » du cadre d'emplois « application » de la fonction publique communale ;

Vu le règlement général des concours et examens professionnels de la fonction publique communale de Polynésie française organisés par le centre de gestion et de formation adopté le 23 mai 2023 par le conseil d'administration du centre de gestion et de formation ;

Considérant que l'épreuve d'admission des examens professionnels relevant du cadre d'emplois « application » s'est déroulée le mardi 17 septembre 2024 à Tahiti ;

Considérant que les membres du jury du cadre d'emplois « application » de la spécialité « sécurité civile » ont été appelés le 17 septembre 2024 à valider la liste des candidats non admis à l'examen professionnel pour l'accès au grade de sergent par avancement,

Arrête :

Article 1er. — L'examen professionnel pour l'accès au grade de sergent de la spécialité « sécurité civile » par avancement de grade sans changement de spécialité est déclaré infructueux.

Art. 2. — Le présent arrêté sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française, sur le site internet du Centre de gestion et de formation et affiché dans les locaux du Centre de gestion et de formation.

Art. 3. — Conformément aux dispositions de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de la Polynésie française peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application de Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr

Durant ce délai, un recours gracieux peut être exercé auprès du président du Centre de gestion et de formation.

Ce recours interrompt le délai du recours contentieux qui ne courra à nouveau qu'à compter de la réception d'une réponse, étant précisé qu'un défaut de réponse dans un délai de deux mois vaut décision de rejet.

Art. 4. — Le directeur du Centre de gestion et de formation est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal officiel* de la Polynésie française.

Fait à Papeete, le 19 septembre 2024.

René TEMEHARO-PAHUIRI

ACTES PUBLIES A TITRE D'INFORMATION**ACTES DES AUTORITES DE LA POLYNESIE FRANÇAISE****AVIS OFFICIELS**

Direction de la construction et de l'aménagement - Demande de création d'un lotissement agricole de 23 lots d'une superficie globale de près de 123 hectares : « lotissement agricole de Puunui » sur les parcelles cadastrées section BR n° 1, section BS n° 1 et section BT n° 1, sises à Vairao et sur les parcelles cadastrées section HV n° 10, n° 14 et n° 15, section HW n° 6, n° 7, n° 8 et n° 9, section LB n° 1 et section LC n° 1, sises à Toahotu, commune de Taiarapu-Ouest

La direction de la construction et de l'aménagement a été saisie par M. Jean-Michel GROS représentant de « H2O Ingénierie », mandataire pour le compte de la « direction de l'agriculture » représentée par M. Roland BOPP d'une demande de création du lotissement agricole « lotissement agricole de Puunui » de 23 lots.

Conformément aux prescriptions de l'arrêté n° 2081 AA du 23 août 1961 déterminant les modalités d'application du Titre II de la délibération n° 61-44 du 8 avril 1961, en ce qui concerne les groupes d'habitations et les lotissements et, en particulier en son article 5, tout propriétaire riverain pourra déposer ou adresser ses observations à la direction de la construction et de l'aménagement (cellule des travaux immobiliers, antenne de Taravao, tél. : 40 57 48 84 - agent en charge : Mme Weena POTIER) où les dossiers peuvent être consultés.

Les observations et avis seront reçus pendant 1 mois à compter de la date de la présente publication.

Direction régionale des douanes - Cours des changes (période du 20 septembre 2024 au 3 octobre 2024 inclus)

COURS DES CHANGES pour l'application des droits et taxes de douane (arrêté n° 2224 D du 9 septembre 1961)

Quinzaine 20 septembre 2024 au 3 octobre 2024 inclus

Données BCE - Parité quotidienne au 17 septembre 2024

https://www.ecb.europa.eu/stats/policy_and_exchange_rates/euro_reference_exchange_rates/html/index.en.html

Code Devise Pays	Devises	Cours pour 1 €	Cours en francs pacifiques
EUR EURO	1 euro	1	119,33
USD ÉTATS-UNIS D'AMÉRIQUE	1 dollar US	1,1139	107,13
AUD Australie	1 dollar australien	1,6472	72,45
CAD Canada	1 dollar canadien	1,5134	78,85
CHF Suisse	1 franc suisse	0,9405	126,88
DKK Danemark	1 couronne danoise	7,4621	15,99
GBP Grande-Bretagne	1 livre sterling	0,84278	141,59
HKD Hong Kong	1 dollar Hong Kong	8,6796	13,75
JPY Japon	1 yen	156,71	0,76
NOK Norvège	1 couronne norvégienne	11,7885	10,12
NZD Nouvelle-Zélande	1 dollar néo-zélandais	1,7965	66,42
SEK Suède	1 couronne suédoise	11,3245	10,54
SGD Singapour	1 dollar singapour	1,4407	82,83
FJD Fidji (1)	1 dollar fidjien	2,44711	48,76
THB Thaïlande	1 baht	37,104	3,22
CNY Chine	1 yuan	7,9046	15,10
KRW Corée	1 won coréen	1467,66	0,08
IDR Indonésie	1 roupie indonésienne	17082,55	0,01
BRL Brésil	1 real brésilien	6,1236	19,49

Source : Banque Centrale européenne (1) Cours fin de mois au 31 août 2024.

CONVENTIONS POLYNÉSIE / ORGANISMES NATIONAUX**Convention n° 5806 PR/DGEN du 12 septembre 2024 relative à la gestion des demandes d'autorisation d'établissement et d'exploitation des réseaux radioélectriques en Polynésie française**

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 modifiée complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1167 CM du 23 août 2013 modifié relatif à la création, l'organisation et le fonctionnement de la Direction générale de l'économie numérique (DGEN) ;

Vu la loi de pays n° 2016-41 LP/APF du 8 décembre 2016 tendant à protéger la population en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques, notamment son article 10 ;

Vu la convention n° 4509 PR du 13 juillet 2017 portant sur l'accord de coopération entre la Polynésie française et l'Agence nationale des fréquences (ANFR) ;

Vu l'avenant 1 n° 8097 PR du 24 octobre 2022 à la convention n° 4509 PR du 13 juillet 2017 portant sur l'accord de coopération entre la Polynésie française et l'agence nationale de fréquences ;

Vu les dispositions de l'art. LP. 123-2 7° de la loi du pays n° 2017-14 du 13 juillet 2017 portant code polynésien des marchés publics ;

Entre :

La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française, en charge de l'économie numérique, M. Moetai BROTHERSON, ci-après désigné « La Polynésie française »,

D'une part,

Et :

L'agence nationale des fréquences, ci-après dénommée « ANFR », établissement public de l'État à caractère administratif, sise 78 avenue du Général-de-Gaulle, 94704 Maisons-Alfort Cedex, SIRET n° 18005302700017, et représentée par son directeur général, dûment habilité aux fins des présentes

D'autres part,

Ci-après, désignées ensemble « les parties »,

Étant préalablement exposé que :

La direction générale de l'économie numérique, ci-après désignée « DGEN » assure pour la Polynésie française, l'exécution de la présente convention.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de décrire les prestations et leurs conditions de réalisation, que l'ANFR effectue pour le compte de la Polynésie française et qui consistent, d'une part, à assurer le traitement des demandes d'autorisation des réseaux radioélectriques indépendants du service mobile terrestre, maritime ou aéronautique, ainsi que celles du service fixe et fixe par satellite et, d'autre part, à effectuer le contrôle de conformité de l'utilisation de ces réseaux.

La DGEN, sur la base des éléments techniques fournis par l'ANFR, procède à l'élaboration des projets d'arrêtés qui seront soumis au visa du Président de la Polynésie française, ou du ministre ayant reçu délégation.

Art. 2. — Prestations effectuées par l'ANFR

2.1. Pour toute demande de création, de modification ou d'abrogation d'autorisation d'utilisation de fréquence, l'ANFR réalise les actions suivantes :

- mise à disposition de formulaires de déclaration en ligne pour les réseaux radioélectriques indépendants pour les services mobile et fixe ainsi que pour les stations terriennes ;
- instruction des demandes d'autorisation au fil de l'eau, en donnant un avis sur les fréquences assignables, en s'assurant de leur conformité au Tableau national des fréquences (TNRBF), et en recherchant, si nécessaire, les accords de coordination inter affectataires ;
- enregistrement, modification ou suppression des données relatives aux installations radioélectriques fixes auprès du comité des sites et des servitudes ;
- enregistrement, modification ou suppression des données relatives aux assignations de fréquences auprès du comité d'assignation des fréquences.

L'ANFR s'engage à traiter une cinquantaine de demandes par an.

D'une manière générale, et concernant la réalisation des prestations, objets de la présente convention, la fourniture de la totalité des données prévues dans les formulaires constitue le prérequis pour effectuer les autorisations et les enregistrements dans les fichiers de référence de l'ANFR.

La DGEN devra assurer l'information et la communication avec les utilisateurs de fréquences à cet effet.

2.2. Les livrables prévus pour cette prestation sont constitués par l'ensemble des documents récapitulatifs des informations déclarées par le demandeur et enregistrées par l'ANFR.

2.3. La fourniture de la totalité des données prévues dans les formulaires constitue le prérequis pour effectuer les autorisations et les enregistrements dans les fichiers de référence de l'ANFR. La Polynésie française devra assurer l'information et la communication avec les utilisateurs de fréquences à cet effet.

2.4. L'ANFR effectue des contrôles de réseaux sur site. Le livrable prévu pour cette prestation est constitué par le rapport de contrôle de conformité, des déclarations faites par le demandeur, délivré par l'ANFR et portant sur l'autorisation d'utilisation de fréquence délivrée par la Polynésie française.

2.5. L'ANFR affecte le personnel requis pour la réalisation du contrôle de conformité de l'ordre de cinq réseaux indépendants par an. Ce personnel reste sous l'autorité hiérarchique de l'ANFR.

Art. 3. — Calendrier de fourniture des prestations

Les prestations prévues aux articles 2.1 et 2.4 sont réalisées sur la période prévue à l'article 6.

Art. 4. — Conditions financières

4.1. Le coût des prestations est calculé sur la base des unités d'œuvre de l'ANFR dont les montants sont rappelés à l'annexe I.

4.2. Le coût de la prestation prévue à l'article 2.1. s'élève à 15 Uo4, soit un montant total de 11 340 € (onze-mille-trois-cent-quarante euros) TTC, ou 1 353 222 F CFP (un-million-trois-cent-cinquante-trois-mille-deux-cent-vingt-deux francs CFP TTC).

4.3. Le coût de la prestation prévue à l'article 2.4. s'élève à 5 Uo2, soit un montant de 4 545 € (quatre-mille-cinq-cent-quarante-cinq euros), ou 542 363 F CFP (cinq-cent-quarante-deux-mille-trois-cent-soixante-trois francs CFP) TTC.

4.4. Le montant des unités d'œuvre est établi conformément à la table de prix présentée au conseil d'administration de l'ANFR en date du 25 novembre 2021, rappelée en annexe I. Ce prix est susceptible d'ajustements pendant la durée de la convention, ce qui donne lieu à une information sans délai de la Polynésie française par lettre recommandée.

4.5. Conformément à l'article 340-6 du code des impôts de la Polynésie française, l'ANFR n'est pas assujettie au paiement de la TVA.

4.6. Les frais annexes, correspondent aux frais de billet d'avion, de restauration, de location de voiture et d'hébergement pour les contrôles en dehors de Tahiti et Moorea, sont pris en charge par la Polynésie française.

En 2024, il n'est pas prévu de réaliser des contrôles hors Tahiti et Moorea.

4.7. Le montant global de la convention est fixé à 15 885 € (quinze-mille-huit-cent-quatre-vingt-cinq euros), soit 1 895 585 F CFP (un-million-huit-cent-quatre-vingt-quinze-mille-cinq-cent-quatre-vingt-cinq CFP) TTC. À cette somme s'ajoutent les éventuels frais annexes mentionnés au 4.6. *supra*.

Art. 5. — Modalités de paiement

5.1. Les sommes dues à l'ANFR par la Polynésie française au titre de la présente convention sont facturées recouvrées par l'agent comptable de l'ANFR, 78 avenue du Général-de-Gaulle, 94704 Maisons-Alfort Cedex.

5.2. Le paiement intervient dans les trente jours suivant la date de réception de l'avis à payer émis par l'agent comptable de l'ANFR. Il est effectué sur le compte suivant :

Domiciliation : Trésor public - TPCRETEIL

Intitulé du compte : A.N.F.R. Maisons-Alfort – Mme l'agent comptable.

5.3. Le règlement des prestations sera effectué par la DGEN sur présentation d'une facture après service fait. Cette dernière devra parvenir par voie électronique à la DGEN au plus tard le 31 octobre 2024.

5.4. Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique avec les références précisées à l'annexe II.

5.5. Le comptable assignataire est le payeur de la Polynésie française.

Art. 6. — Protection des données à caractère personnel et propriété intellectuelle

L'ANFR assure la confidentialité et la sécurité des documents contractuels (hors informations et documents publics, les présentes conditions générales de souscription ou encore, les informations diffusées par le prestataire, la DGEN ou la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) du fait de la loi), ainsi que de toute information et/ou document émis ou reçus par le prestataire pour les besoins de ses missions.

Les parties s'engagent à respecter les dispositions suivantes dans le cadre de l'exécution du contrat aux celles du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit RGPD) applicable le 25 mai 2018 ainsi que celles de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée.

Compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement expliqué ci-dessus ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, les parties s'engagent à mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au règlement européen précité.

Les parties s'engagent à coopérer dans le cadre de la gestion des demandes d'exercice de droits sur les données à caractère personnel et en cas de demandes d'informations complémentaires en provenance des autorités de contrôle (exemple : la commission nationale de l'informatique et des libertés).

Les parties s'engagent à se notifier mutuellement, dans les plus brefs délais, toute violation de données à caractère personnel intervenant dans le cadre des prestations objets de la présente convention.

L'ANFR s'engage à demander le respect de cette obligation de confidentialité et de sécurité auprès de toute entité intervenant pour elle. Le prestataire et tout sous-traitant auquel il fait appel sont soumis au respect du secret professionnel et des règles déontologiques s'y rapportant, et s'engage à maintenir la confidentialité des données (y inclus des données à caractère personnel) et des informations de la DGEN au même titre que ses dépositaires.

La DGEN est informée que l'exécution de la convention présente et la gestion des présentes conditions générales supposent la mise en œuvre en interne par le prestataire d'un traitement de données à caractère personnel auquel il consent et dont le prestataire est le responsable de traitement.

La DGEN accepte que l'ANFR recourt à des sous-traitants nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de sa prestation (exemple : laboratoires d'analyse). L'ANFR s'engage à ne pas partager les données à caractère personnel qui seront collectées à des tiers extérieurs à la prestation, sauf accord express de la DGEN ou obligation légale de communiquer lesdites informations (exemple : contrôle exercé par une autorité et tout document et information communiqués par le prestataire).

Chacune des parties conserve la propriété de ses biens et les droits de propriété intellectuelle dont elle est titulaire, les documents contractuels n'ayant pas pour effet de modifier ces derniers.

Art. 7. — Durée, modifications, litiges

7.1. La présente convention prend effet le 11 mars 2024 et s'achève le 31 octobre 2024.

7.2. Toute modification des dispositions de la convention fait l'objet d'un avenant.

7.3. Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les litiges et contestations qui pourraient surgir dans la validité, l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention. À défaut de règlement amiable, tout litige relatif à l'application de la présente convention sera soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

7.4. Elle est établie en cinq (5) exemplaires originaux. Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Maisons-Alfort, le 29 mars 2024.

Pour la Polynésie française :

Le Président de la Polynésie française,

Moetai BROTHERTON

Pour l'ANFR¹ :

Pour le directeur général et par délégation : le directeur général adjoint,

Christophe DIGNE

¹ Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

Convention n° 5807 PR/DGEN du 12 septembre 2024 relative à la mesure de niveau de champs électromagnétiques en Polynésie française

Vu la loi organique n° 2004-192 du 27 février 2004 modifiée portant statut d'autonomie de la Polynésie française, ensemble la loi n° 2004-193 du 27 février 2004 complétant le statut d'autonomie de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 11-2023 APF/SG du 12 mai 2023 portant proclamation du Président de la Polynésie française ;

Vu l'arrêté n° 398 PR du 15 mai 2023 modifié portant nomination de la vice-présidente et des ministres du gouvernement de la Polynésie française, et déterminant leurs fonctions ;

Vu l'arrêté n° 1167 CM du 23 août 2013 modifié portant création, organisation et fonctionnement de la Direction générale de l'économie numérique (DGEN) ;

Vu la loi de pays n° 2016-41 LP/APF du 8 décembre 2016 tendant à protéger la population en matière d'exposition aux ondes électromagnétiques, notamment son article 10 ;

Vu la convention n° 4509 PR du 13 juillet 2017 portant sur l'accord de coopération entre la Polynésie française et l'agence nationale des fréquences ;

Vu l'avenant 1 n° 8097 PR du 24 octobre 2022 à la convention n° 4509 PR du 13 juillet 2017 portant sur l'accord de coopération entre la Polynésie française et l'agence nationale des fréquences ;

Vu les dispositions de l'art. LP. 123-2 7° de la loi du pays n° 2017-14 du 13 juillet 2017 portant code polynésien des marchés publics,

Entre :

La Polynésie française, représentée par le Président de la Polynésie française, en charge de l'économie numérique, M. Moetai BROTHERSON, ci-après désigné « La Polynésie française »,

D'une part,

Et :

L'Agence nationale des fréquences, ci-après dénommée « ANFR », établissement public de l'État à caractère administratif, sise 78 avenue du Général-de-Gaulle, 94704 Maisons-Alfort Cedex, SIRET n° 18005302700017, et représentée par son directeur général, dûment habilité aux fins des présentes,

D'autre part,

Étant préalablement exposé que :

La direction générale de l'économie numérique, ci-après désignée « DGEN » assure pour la Polynésie française, l'exécution de la présente convention.

Il est arrêté et convenu ce qui suit :

Article 1er. — Objet

La présente convention a pour objet de définir la nature des prestations, ainsi que leurs modalités d'exécution, à effectuer par l'ANFR pour le compte de la Polynésie française et consistant en la mesure des niveaux de champs électromagnétiques, dans le cadre de la protection du public aux rayonnements électromagnétiques, sur tous sites qui auront été retenus à cet effet sur l'ensemble du territoire de la Polynésie française, pour l'année 2024.

Art. 2. — Prestations effectuées par l'ANFR**2.1. Les prestations consistent à :**

2.1.1 Effectuer une évaluation globale des champs rayonnés, sans discrimination des services contribuant au champ total, et en appliquant les critères du cas A, tel que décrit dans le protocole DR15-4 de l'ANFR, étant entendu que les mesures selon le cas B seront exclues, quand bien même le seuil de 6 V/m serait dépassé ;

2.1.2. Fournir un rapport d'expertise récapitulant les conditions et les résultats de ces mesures ;

2.2. Les mesures sont effectuées hors accréditation Cofrac et ne pourront pas être opposables à un tiers ;

2.3. Les mesures seront réalisées sur les sites listés en annexe III ;

2.4. D'un commun accord, la DGEN et l'ANFR peuvent modifier les sites de l'annexe III ;

2.5. Le nombre de points de mesure est fixé, au plus, à quatre (4) par site ;

2.6. Le rapport d'expertise récapitulant les conditions et les résultats de ces mesures représente le livrable prévu pour cette prestation. Il est prévu un rapport d'expertise par site.

Art. 3. — Moyens à mettre en œuvre et délais d'exécution des prestations

3.1. Ces prestations seront effectuées par les personnels de l'antenne de l'agence de l'ANFR en Polynésie française, dotés d'un véhicule, équipés des appareils de mesures suivants :

- une sonde WPF6 ;
- un mesureur de champs large bande SMP2 (100 kHz - 6 GHz) ;
- un trépied, un appareil photographique ;
- un récepteur GPS.

3.2. Le délai d'exécution des prestations court à compter de la date d'effet de la présente convention et prend fin au terme de la durée d'effet de cette même convention.

Art. 4. — Obligations de la Polynésie française

La Polynésie française s'engage à :

- respecter l'indépendance et l'autonomie des personnels de l'ANFR dans l'exercice de leurs missions et à s'interdire toute intervention pouvant nuire au bon déroulement de ces opérations ;
- verser à l'ANFR, en contrepartie de la fourniture des prestations, une rémunération dont le montant est fixé conformément aux conditions financières et dont le versement intervient conformément aux modalités de paiement.

Art. 5. — Suivi de l'exécution des prestations

Le directeur des conventions de l'ANFR et le chef de service de la DGEN par intérim à Papeete sont les correspondants chargés de l'exécution de la présente convention.

Art. 6. — Conditions financières

6.1. Le coût des prestations est calculé sur la base des unités d'œuvre de l'ANFR dont les montants sont rappelés à l'annexe 1.

6.2. Le coût de la prestation prévue à l'article 2.1.1. s'élève à 0.625 Uo 2, soit un montant total par site de 568,125 € (cinq-cent-soixante-huit euros et cent-vingt-cinq centimes), ou 67 795 F CFP (soixante-sept-mille-cent-quatre-vingt-quinze francs CFP).

6.3. Le coût de la prestation prévue à l'article 2.1.2. s'élève à 0.4 Uo 3, soit un montant total par site de 424,40 € (quatre-cent-vingt-quatre euros et quarante centimes) ou 50 644 F CFP (cinquante-mille-six-cent-quarante-quatre francs CFP).

6.4. Le montant des unités d'œuvre est établi conformément à la table de prix présentée au conseil d'administration de l'ANFR en date du 25 novembre 2021, rappelée en annexe I. Ce prix est susceptible d'ajustements pendant la durée de la convention, ce qui donne lieu à une information sans délai de la Polynésie française par lettre recommandée.

6.5 Conformément à l'article 340-6 du code des impôts de la Polynésie française, l'ANFR n'est pas assujettie au paiement de la TVA.

6.6. Dans l'hypothèse où la totalité des sites ne donne pas lieu à mesure, les prestations réalisées au titre de la présente convention sont facturées au prorata du nombre de sites où des mesures ont été faites.

6.7. Les frais annexes, correspondent aux frais de billet d'avion, de restauration, de location de voiture et d'hébergement pour les mesures en dehors de Tahiti et Moorea, sont pris en charge par la Polynésie française.

En 2024, il n'est pas prévu de réaliser des mesures hors Tahiti et Moorea.

6.8. Le montant global de la convention, pour les sites en annexe III, s'élève à 9 925.25 €, (neuf-mille-neuf-cent-vingt-cinq euros et vingt-cinq centimes), soit 1 184 397 F CFP (un-million-cent-quatre-vingt-quatre-mille-trois-cent-quatre-vingt-dix-sept francs CFP). À cette somme s'ajoutent les éventuels frais annexes mentionnés au 6.7 *supra*.

Art. 7. — Modalités de paiement

7.1. Les sommes dues à l'ANFR par la Polynésie française au titre de la présente convention sont facturées et recouvrées par l'agent comptable de l'ANFR, 78 avenue du Général-de-Gaulle, 94704 Maisons-Alfort Cedex.

7.2. Le paiement intervient dans les trente jours suivant la date de réception de l'avis à payer émis par l'agent comptable de l'ANFR. Il est effectué sur le compte suivant :

Domiciliation : Trésor public - TPCRETEIL

Intitulé du compte : A.N.F.R. Maisons-Alfort - Mme l'agent comptable

7.3. Le règlement des prestations sera effectué par la DGEN sur présentation d'une facture après service fait. Cette dernière devra parvenir par voie électronique à la DGEN au plus tard le 31 octobre 2024.

7.4. Le paiement aura lieu selon les règles de la comptabilité publique avec les références précisées à l'annexe II.

7.5. Le comptable assignataire est le payeur de la Polynésie française.

Art. 8. — Protection des données à caractère personnel et propriété intellectuelle

L'ANFR assure la confidentialité et la sécurité des documents contractuels (hors informations et documents publics, les présentes conditions générales de souscription ou encore les informations diffusées par le prestataire, la DGEN ou la commission nationale informatique et libertés CNIL du fait de la loi), ainsi que de toute information et/ou document émis ou reçus par le prestataire pour les besoins de ses missions.

Les parties s'engagent à respecter les dispositions suivantes dans le cadre de l'exécution du contrat aux celles du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit RGPD) applicable le 25 mai 2018 ainsi que celles de la loi informatique et libertés du 6 janvier 1978 modifiée.

Compte tenu de la nature, de la portée, du contexte et des finalités du traitement expliqué ci-dessus ainsi que des risques, dont le degré de probabilité et de gravité varie, pour les droits et libertés des personnes physiques, les parties s'engagent à mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées pour s'assurer et être en mesure de démontrer que le traitement est effectué conformément au règlement européen précité.

Les parties s'engagent à coopérer dans le cadre de la gestion des demandes d'exercice de droits sur les données à caractère personnel et en cas de demandes d'informations complémentaires en provenance des autorités de contrôle (exemple : la commission nationale de l'informatique et des libertés).

Les parties s'engagent à se notifier mutuellement, dans les plus brefs délais, toute violation de données à caractère personnel intervenant dans le cadre des prestations objets de la présente convention.

L'ANFR s'engage à demander le respect de cette obligation de confidentialité et de sécurité auprès de toute entité intervenant pour elle. Le prestataire et tout sous-traitant auquel il fait appel sont soumis au respect du secret professionnel et des règles déontologiques s'y rapportant et s'engage à maintenir la confidentialité des données (y inclus des données à caractère personnel) et des informations de la DGEN au même titre que ses dépositaires.

La DGEN est informée que l'exécution de la convention présente et la gestion des présentes conditions générales supposent la mise en œuvre en interne par le prestataire d'un traitement de données à caractère personnel auquel il consent et dont le prestataire est le responsable de traitement.

La DGEN accepte que l'ANFR recourt à des sous-traitants nécessaires dans le cadre de la mise en œuvre de sa prestation (exemple : laboratoires d'analyse). L'ANFR s'engage à ne pas partager les données à caractère personnel qui seront collectées à des tiers extérieurs à la prestation, sauf accord exprès de la DGEN ou obligation légale de communiquer lesdites informations (exemple : contrôle exercé par une autorité de contrôle etc.).

L'ANFR s'engage ainsi à garantir la confidentialité et la sécurité des données qui seraient concernées, conformément à la loi, et à agir dans le périmètre de prestation défini par la DGEN. La DGEN s'engage de son côté à respecter la confidentialité des opérations réalisées par le prestataire ainsi que son savoir-faire et tout document et information communiqués par le prestataire.

Chacune des parties conserve la propriété de ses biens et les droits de propriété intellectuelle dont elle est titulaire, les documents contractuels n'ayant pas pour effet de modifier ces derniers.

Art. 9. — Durée du contrat, enregistrement, nombre d'exemplaires

9.1. La présente convention prend effet le 11 mars 2024 et s'achève le 31 octobre 2024.

9.2. Toute modification des dispositions de la convention, en dehors de celles de l'annexe III, fait l'objet d'un avenant.

9.3. Les parties s'efforceront de résoudre à l'amiable les litiges et contestations qui pourraient surgir dans la validité, l'interprétation et/ou l'exécution de la présente convention. À défaut de règlement amiable, tout litige relatif à l'application de la présente convention sera soumis au tribunal administratif territorialement compétent.

9.4. Elle est établie en cinq (5) exemplaires originaux. Elle est exempte de tous droits de timbre et d'enregistrement.

Fait à Maisons-Alfort, le 29 mars 2024.

Pour l'ANFR¹ :

Pour le directeur général et par délégation : le directeur général adjoint,
Christophe DIGNE

Pour la Polynésie française :

Le Président de la Polynésie française, en charge de l'économie numérique,
Moetai BROTHERTON

1. Mention manuscrite « lue et approuvée » avant signature

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE

FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le Tarif des Douanes de Polynésie française



est disponible à la vente
au prix de 5.495 F CFP TTC les 2 volumes


SIO

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

L'Imprimerie Officielle vous informe que



La mise à jour du
Code des impôts
de la Polynésie
française
au 1^{er} janvier 2023

JOPF n°29 NS du 03/05/2023
de 364 pages

est disponible à la vente
au prix de 1.929 F CFP TTC

**SIO**

SERVICE DE L'IMPRIMERIE OFFICIELLE
FARE NENE'IRA'A PARAU A TE HAU FENUA

Le CODE DES IMPÔTS à jour au 1^{er} Janvier 2023



est disponible à la vente
au prix de 3.155 F CFP TTC